

SGFGAS

SOCIÉTÉ DE GESTION DES FINANCEMENTS ET DE LA
GARANTIE DE L'ACCESSION SOCIALE À LA PROPRIÉTÉ

BILAN STATISTIQUE DES PTZ EMIS EN 2021

AVRIL 2022

BILAN STATISTIQUE DES PRETS A 0 % EMIS EN 2021

1	SYNTHÈSE.....	3
2	NOTE MÉTHODOLOGIQUE.....	4
3	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PTZ EN 2021	4
4	ÉMISSIONS DE PTZ EN METROPOLE	5
4.1	Evolution du marché immobilier	5
4.2	La production de PTZ (73 153 émissions).....	6
4.3	L'évolution de l'aide perçue par les bénéficiaires	8
4.4	Caractéristiques des logements.....	9
4.4.1	Caractéristiques globales	9
4.4.2	Caractéristiques par zone géographique.....	13
4.4.3	Caractéristiques par type de commune.....	13
4.5	Caractéristiques des ménages bénéficiaires	18
4.5.1	Caractéristiques socio-démographiques.....	19
4.5.2	Typologie des ménages selon le revenu	20
4.5.3	Tranches du barème, revenu de l'année de référence	22
4.5.4	Évolution du revenu mensuel des ménages entre l'année de référence et l'année N ..	25
4.5.5	Taux d'effort	29
4.6	Caractéristiques des moyens de financement	33
4.6.1	Apport personnel et quotité globale d'endettement	33
4.6.2	Quotité moyenne prêt par prêt.....	35
4.6.3	Taux nominal et durée des prêts.....	37
4.6.4	Garanties.....	38
4.6.5	Plans de financement.....	40
4.7	Répartition par régions	41
4.8	Comparaison des émissions Île-de-France / Province.....	42
4.9	Autres Différenciations géographiques.....	45
5	ÉMISSION DE PTZ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER	47

1 SYNTHÈSE

Dans un contexte général de reprise du marché immobilier, la production de PTZ en 2021 a augmenté de 12% par rapport à 2020 mais reste tout de même en deçà du niveau de 2019.

Une reprise expliquée par la hausse de la production des opérations dans le neuf de 13% tandis que dans l'ancien sous quotité de travaux la hausse n'est que de 6%.

Depuis l'introduction de la réforme intervenue en 2020 restreignant les conditions d'accès au PTZ dans l'ancien avec travaux pour les logements ayant une étiquette énergétique F, G ou vierge, la production de PTZ dans l'ancien a baissé de 37% par rapport à 2019. Ces opérations nécessitant une évaluation énergétique ou un diagnostic de performance énergétique, cela complexifie et rend plus onéreux le processus d'octroi.

Avec la hausse globale des taux, les crédits d'impôt augmentent en 2021 (+35%), le PTZ devient plus attractif pour les établissements de crédit et pour les emprunteurs.

La répartition de ces PTZ par zone géographique est la suivante : 19% en zone A, 20% en zone B1 17% pour la zone B2, et 44% en zone C. L'année 2021 se caractérise par une forte remontée de la proportion du neuf en zone C, au détriment de la zone A.

La totalité des PTZ émis en 2021 sont théoriquement éligibles au PAS, mais seulement 19% bénéficient de cette garantie. L'hypothèque reste l'une des garanties les plus courantes pour les emprunteurs PTZ, après le cautionnement par un organisme spécialisé.

2 NOTE MÉTHODOLOGIQUE

1. *Les chiffres du bilan statistique sur les prêts à taux zéro sont fournis, pour chaque année, au même stade d'avancement (soit au 31 mars de l'année N+1). Les statistiques sont établies à partir des émissions de prêts (offres acceptées par les emprunteurs).*
2. *Calcul de l'apport personnel : il est estimé en calculant la différence entre le montant d'opération et le montant de tous les prêts déclarés. Quand cette différence est strictement inférieure à zéro, on considère que l'apport personnel est nul.*
3. *Les moyennes prenant en compte plusieurs variables présentes dans ce bilan (comme la quotité) sont déterminées en prenant le rapport de chacune des moyennes.*
4. *Les revenus de l'année N insuffisamment renseignés et ceux où ils sont inférieurs ou égaux au revenu de l'année de référence (de l'année N-2) sont écartés ; dans ce dernier cas, ils représentent 7% de l'ensemble des PTZ émis en 2019 et leur suppression de la base de travail tient au fait qu'ils sont considérés comme « aberrants », car en règle générale, les revenus des ménages ont plus tendance à progresser avec le temps qu'à diminuer. (Cf. 2.5.4 ci-après)*
5. *Le taux d'effort correspond à la première mensualité consolidée (calculée par la SGFGAS) des prêts déclarés pour l'acquisition du bien immobilier bénéficiant d'un PTZ rapportée au revenu mensuel de l'année N (hors aides personnelles) ; pour cette raison, toute étude sur les taux d'effort suppose qu'on travaille sur une base dont sont exclus les enregistrements où le revenu de l'année N est insuffisamment renseigné ou considéré comme aberrant.*
6. *La quotité moyenne d'endettement des ménages se calcule en faisant le rapport entre les encours de crédit accordés et le montant d'opération. Ce rapport se calcule hors droit de mutation et frais de notaire.*
7. *La réforme intervenue en 2018 (recentrage du PTZ « neuf » dans les communes classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements et limitation du PTZ Ancien avec travaux aux zones B2 et C) a un impact important sur certaines données moyennes (cout du m²), car elle a fortement modifié la répartition des prêts par zone.*

3 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PTZ EN 2021

Pour mémoire, le montant du PTZ est déterminé en fonction du coût total de l'opération, de la localisation du logement, du nombre de personnes destinées à occuper le logement à titre de résidence principale et du montant du ou des autres prêts.

Le montant du PTZ ne dépend pas des revenus du ménage mais son accès, depuis le 1er janvier 2012, est sous condition d'être en dessous des plafonds de ressources.

Le montant maximum des PTZ émis depuis le 1er janvier 2018 est calculé en appliquant les quotités sur opération suivantes :

Zones A et B1		Zones B2 et C
Neuf	40%	20%
Ancien (avec travaux)	Non éligible	40%
Ancien HLM	10%(vente du parc social à ses occupants seulement)	10%(vente du parc social à ses occupants seulement)

Les conditions de remboursement du PTZ sont déterminées en fonction des ressources de l'emprunteur, de la taille du ménage et de la localisation du logement.

Pour les PTZ émis depuis le 1^{er} janvier 2016, il n'y a plus que trois tranches de ressources :

	Zones A	Zones B1	Zones B2	Zones C	Capital différé	Durée Période 1*	Durée Période 2**
1	<= 22 000€	<= 19 500€	<= 16 500€	<= 14 000€	100%	15 ans	10 ans
2	<= 25 000€	<= 21 500€	<= 18 000€	<= 15 000€	100%	10 ans	12 ans
3	<= 37 000€	<= 30 000€	<= 27 000€	<= 24 000€	100%	5 ans	15 ans

[1] "Période 1* = durée de la période du différé, Période 2** = durée de la période d'amortissement"

4 ÉMISSIONS DE PTZ EN METROPOLE

4.1 Evolution du marché immobilier

En 2021, le nombre de ventes de logements neufs réservés s'élève à 116 200 soit une augmentation de 23% par rapport à 2020 mais reste en baisse de 11% par rapport à 2019.

Les mises en vente ont été de 104 477 (soit +27% par rapport à 2020) ¹.

Ce rebond des logements neufs n'est pas suffisant pour rattraper la dynamique de 2019.

Globalement, le prix de vente moyen des logements neufs a augmenté, il est en hausse de 0,8% pour les logements collectifs et de 4,8% pour les maisons individuelles.

Au niveau de la construction, de janvier à décembre 2021 près de 471 000 logements ont été autorisés, soit une augmentation de 19% par rapport aux douze mois précédents. Le recul des autorisations en 2020 était dû au premier confinement car de nombreux chantiers n'avaient pas pu

¹ [<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/432>] [<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture-de-limmobilier-resultats-au-quatrieme-trimestre-2021>]

Définitions

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre.

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes.

démarrer. Les mises en chantier restent quasiment stables par rapport à 2020 et atteignent 386 700 logements².

Les prix des logements anciens continuent d'augmenter en 2021, avec 7% de hausse. Depuis le dernier trimestre de l'année 2020, le mouvement de hausse des prix est plus important pour les maisons (+9%) que pour les appartements (+5%)³.

Enfin, selon la BDF, le marché des crédits à l'habitat est en progression, avec une augmentation de la production de prêts entre 2020 et 2021⁴.

4.2 La production de PTZ (73 153 émissions).

Au 31 mars 2022, la production totale de prêts à 0% (PTZ) pour 2021 est de 74 545 dont 59 507 (80%) dans le neuf, 12 308 (17%) dans l'ancien avec quotité de travaux d'au moins 25% et 2 730 (4%) en logements HLM, pour un montant total prêté global de 3 760,8 M€.

Au total, les effectifs sont en hausse de 11,7%.

Le Tableau 1 synthétise les principales caractéristiques des PTZ selon le type d'opération.

On constate également dans ce Tableau 1 une baisse significative de la proportion des ménages en tranche 1 qui est à mettre en relation avec les exigences du HCSF sur les durées maximales des prêts.

TABLEAU 1: PTZ selon le type d'opération

	2020			2021		
	Neuf	Ancien avec travaux	HLM	Neuf	Ancien avec travaux	HLM
Surface moyenne en m ²	87.1	103.1	78.3	88.6	103.6	77.6
Montant moyen d'opération(€)	224 098.0	151 762.0	140 746.0	221 968.0	147 385.0	138 445.0
Prix au m ² moyen	2 808.0	1 493.0	1 831.0	2 775.0	1 541.0	1 888.0
RFR moyen(€)	26 084.0	21 357.0	25 091.0	25 966.0	20 852.0	24 188.0
Taille moyenne du ménage	2.4	2.2	2.5	2.4	2.2	2.5
Pourcentage en zone A	26.4	0.0	25.8	23.1	0.0	23.9
Pourcentage en zone B1	23.8	0.0	38.2	21.2	0.0	41.0
Pourcentage en zone B2	15.9	24.4	19.5	16.9	22.1	18.6
Pourcentage en zone C	33.9	75.6	16.4	38.8	77.9	16.5
Pourcentage en tranche 1 *	32.7	39.5	61.3	29.9	29.9	29.9
Pourcentage en tranche 2 *	12.2	9.3	10.9	11.7	11.7	11.7
Pourcentage en tranche 3 *	55.1	51.2	27.9	58.4	58.4	58.4

*Tranche du barème 2021

Le nombre d'émissions de PTZ au 1er trimestre 2021 s'est élevé à 10 382, en hausse de 30,3% par rapport au 1er trimestre de 2020 (7 968).

² [<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/428>]

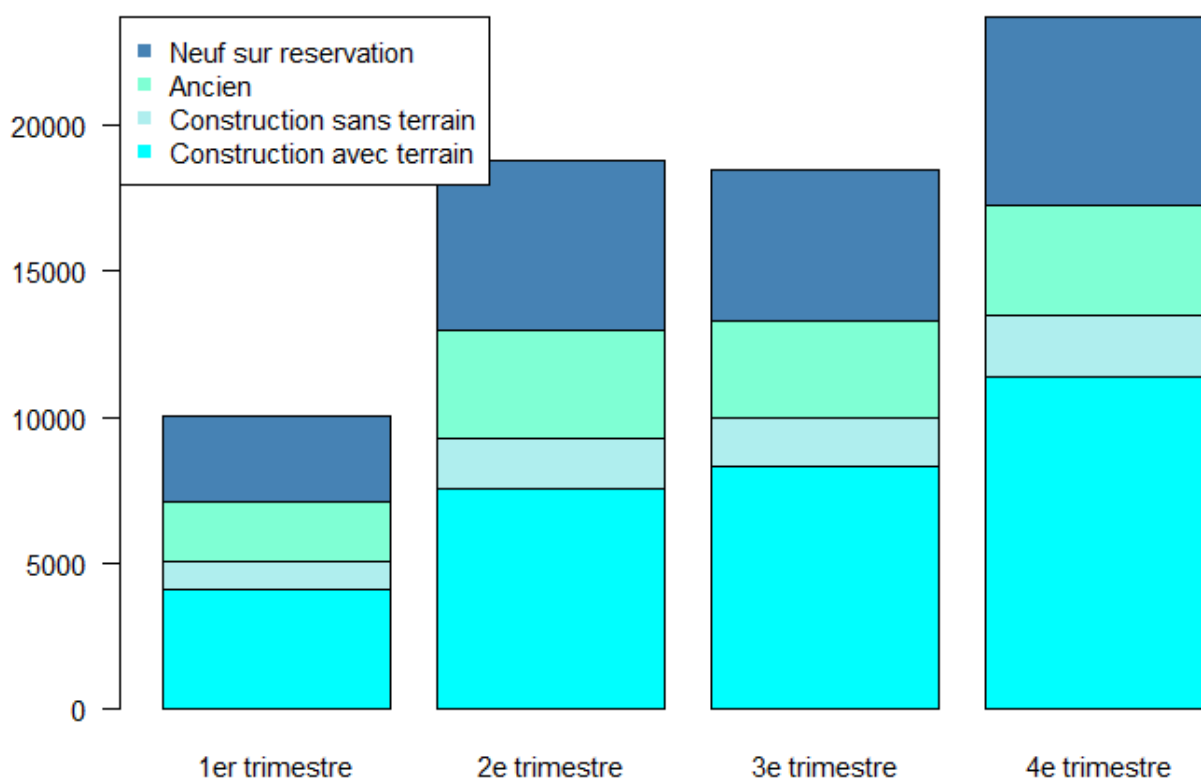
³ [<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6052547>]

⁴ [<https://www.banque-france.fr/statistiques/credits-aux-particuliers-dec-2021>]

La hausse reste importante pour le 2e trimestre (19 430, soit une hausse de 41,2% comparativement au même trimestre 2020) mais moins pour le 3e trimestre (19 025, soit une hausse de 7,1%) et pour les derniers mois de l'année (24 316 au 4e trimestre, soit en baisse de 6,8%).

Le 4e trimestre est celui avec le plus grand nombre d'émissions de PTZ, ce qui était déjà le cas en 2020. La production élevée au quatrième trimestre d'une année donnée s'explique habituellement par le changement d'année de référence pour l'appréciation des ressources des ménages. Ces derniers ont généralement plus intérêt à voir leur offre de prêt émise en fin d'année plutôt qu'en début d'année suivante, mais ce phénomène avait été accentué fin 2019 par les modifications prévues début 2020 dans l'ancien avec travaux.

La figure ci-dessous illustre l'évolution de la production trimestrielle par type d'opérations.



Pour mémoire, en 2021, 289 PTZ ont été émis dans le cadre d'une opération de « bail réel solidaire » (BRS) ainsi que 7 dans le cadre d'une opération de « vente d'immeuble à rénover » (VIR).

4.3 L'évolution de l'aide perçue par les bénéficiaires

Le graphique de la Figure 2 retrace l'évolution de l'aide moyenne perçue par les ménages et du taux moyen du prêt principal depuis la création du PTZ.

Il se base sur les seuls prêts dans le neuf afin d'avoir des données homogènes sur une longue période.

Figure 2 : Aide moyenne perçue par les ménages et taux d'intérêt moyen du prêt principal



TABLEAU 2: Taux d'aide moyen en 2020 et en 2021 selon la zone, la tranche et le type d'opération

Type d'opération	Tranche	2020				2021			
		A	B1	B2	C	A	B1	B2	C
neuf	1	4.4	4.4	2.2	2.2	5.4	5.5	2.7	2.8
	2	2.3	2.4	1.2	1.2	3.0	3.2	1.5	1.6
	3	1.5	1.7	0.8	0.8	1.9	2.0	1.0	1.0
ancien avec travaux	1			4.4	4.4			5.6	5.5
	2			2.7	2.6			3.4	3.4
	3			1.9	1.9			2.3	2.3
vente HLM	1	1.1	1.1	1.1	1.0	1.4	1.4	1.4	1.4
	2	0.6	0.7	0.7	0.7	0.9	0.9	0.9	0.9
	3	0.5	0.6	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7

4.4 Caractéristiques des logements

4.4.1 Caractéristiques globales

Le nombre d'opérations dans le neuf est en hausse de 12,4% par rapport à 2020.

Figure 3 : Répartition des opérations PTZ selon le type de logement et la zone (en vigueur à l'émission du prêt) dans le neuf en 2021

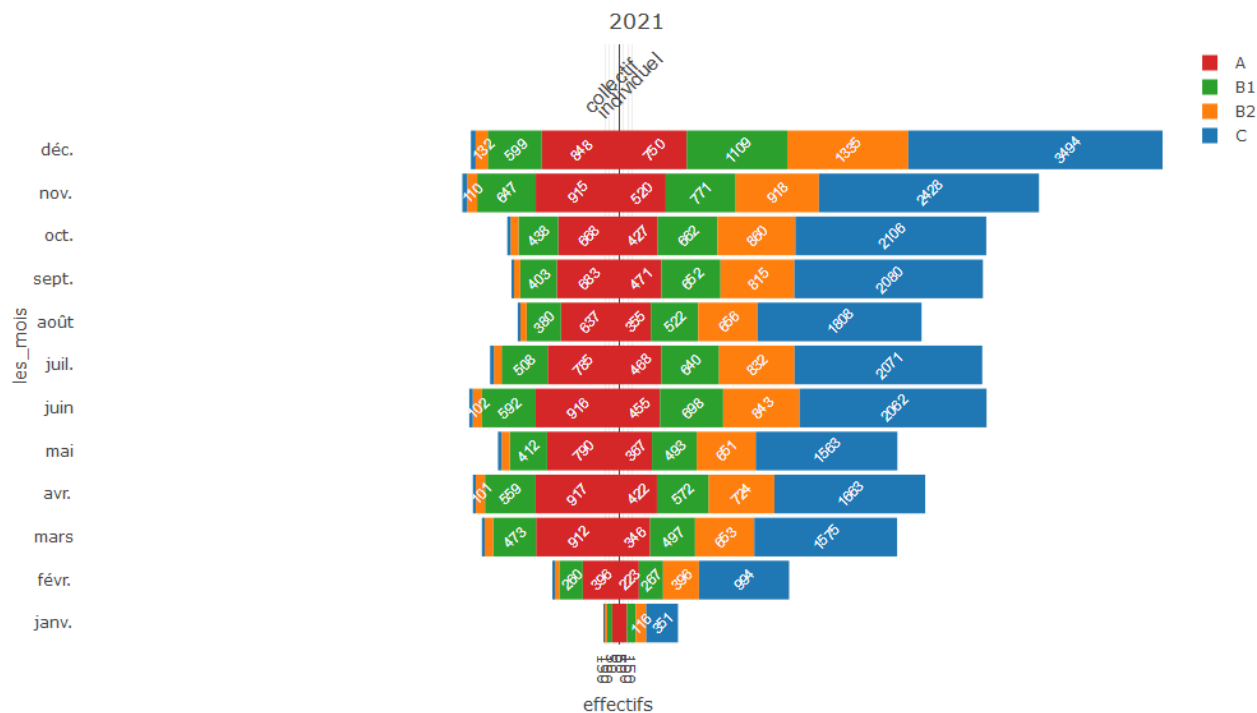
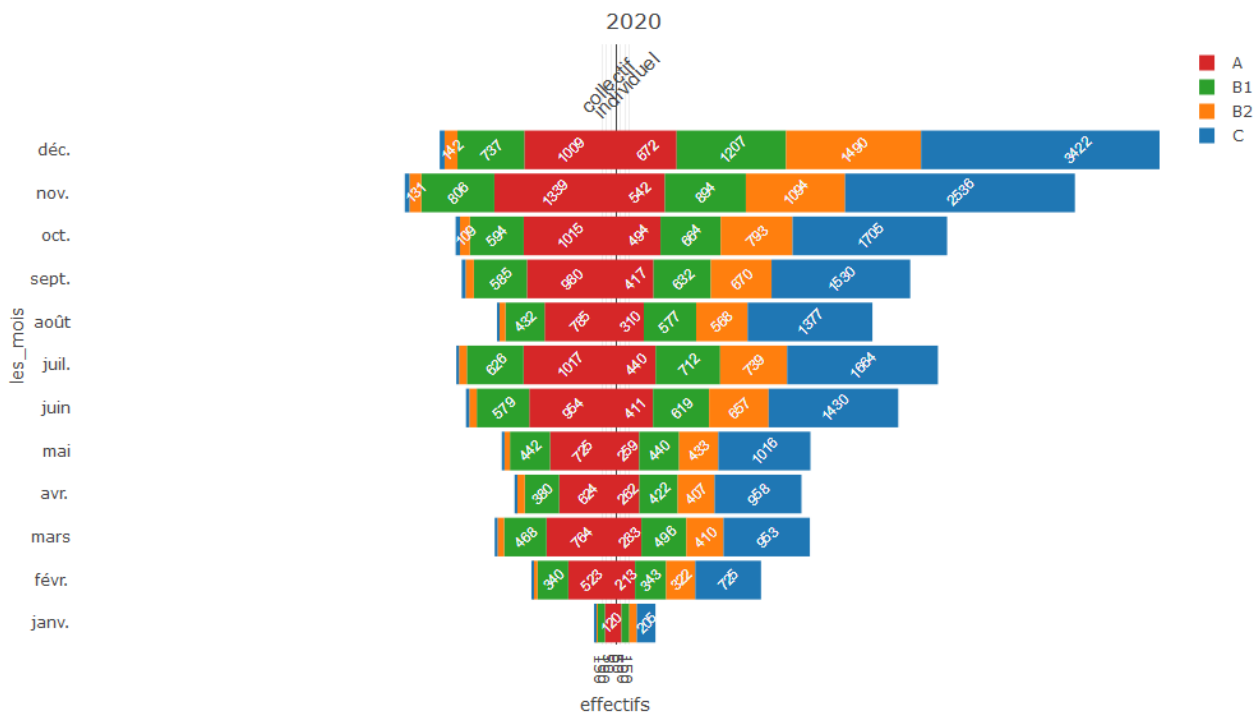


Figure 4 : Répartition des opérations PTZ selon le type de logement et la zone (en vigueur à l'émission du prêt) dans le neuf en 2020



Dans la zone C, l'individuel est plus représenté alors que dans la zone A, le collectif reste prédominant. On observe également une saisonnalité du type d'opération, en particulier le mois de mai représente chaque année une proportion importante d'opérations dans le collectif neuf, le dernier trimestre étant à l'inverse généralement celui avec une plus forte proportion d'opérations dans l'individuel neuf en zones B2 et C⁵.

Ce tableau caractérise les opérations financées en termes de surface et nombre de pièces.

⁵ Pour les explications de cette saisonnalité on pourra par exemple se reporter à une étude sur la saisonnalité des transactions maisons/appartements téléchargeable sous ce lien : http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/doc/saisonnalite_cle7add23-1.doc.

TABLEAU 4: Répartition des PTZ émis dans le neuf en 2020 / 2021 selon le type de logement en fonction du zonage A/B/C (en vigueur à l'émission du prêt), du nombre de pièces (effectifs, coût moyen au m², surface moyenne)

Zone	Nombre de pièces	2020							2021						
		Individuel			Collectif			Total	Individuel			Collectif			Total
		Surface	Coût	Effectifs*	Surface	Coût	Effectifs*		Surface	Coût	Effectifs*	Surface	Coût	Effectifs*	
A	1	32	5 781	52	30	5 874	322	374	31	5 928	78	30	6 090	262	340
	2	43	4 529	530	43	4 599	2 914	3 444	43	4 642	820	43	4 648	2 680	3 500
	3	64	4 159	945	62	4 176	4 076	5 021	64	4 064	1 280	62	4 142	3 672	4 952
	4	92	3 438	1 485	80	3 842	1 757	3 242	91	3 531	1 554	80	3 823	1 654	3 208
	5 et +	113	3 079	1 235	85	3 637	331	1 566	112	3 180	1 163	89	3 723	271	1 434
	Ensemble	85	3 682	4 247	59	4 295	9 400	13 647	80	3 842	4 895	60	4 298	8 539	13 434
B1	1	34	4 521	22	32	4 183	64	86	35	4 336	27	33	4 391	64	91
	2	45	3 473	491	45	3 462	1 791	2 282	45	3 660	616	45	3 542	1 672	2 288
	3	74	3 014	1 166	65	3 061	2 718	3 884	73	3 118	1 376	66	3 082	2 568	3 944
	4	95	2 738	2 921	82	2 924	882	3 803	95	2 826	2 808	82	2 968	897	3 705
	5 et +	114	2 588	2 102	90	2 860	159	2 261	115	2 597	2 152	94	2 863	137	2 289
	Ensemble	94	2 799	6 702	61	3 175	5 614	12 316	92	2 897	6 979	62	3 218	5 338	12 317
B2	1	42	3 523	13	34	3 121	11	24	38	3 145	16	36	3 743	11	27
	2	49	3 123	192	45	3 061	409	601	50	3 144	287	46	3 145	395	682
	3	84	2 305	1 188	66	2 684	395	1 583	83	2 401	1 537	66	2 762	482	2 019
	4	98	2 203	3 052	84	2 453	72	3 124	98	2 271	3 543	83	2 796	102	3 645
	5 et +	116	2 106	2 871	79	2 600	24	2 895	116	2 162	3 416	84	2 324	23	3 439
	Ensemble	101	2 207	7 316	58	2 838	911	8 227	101	2 280	8 799	60	2 915	1 013	9 812
C	1	40	2 695	33			0	33	40	3 579	66	42	2 866	4	70
	2	62	2 491	213	45	3 114	140	353	61	2 697	252	46	3 214	159	411
	3	87	1 992	2 714	65	2 582	179	2 893	86	2 062	3 993	67	2 629	173	4 166
	4	100	1 963	7 207	84	2 410	35	7 242	99	2 029	9 437	84	2 770	43	9 480
	5 et +	115	1 860	7 022	93	1 944	11	7 033	115	1 947	8 447	87	2 546	9	8 456
	Ensemble	104	1 931	17 189	60	2 751	365	17 554	103	2 012	22 195	60	2 885	388	22 583
Ensemble	Ensemble	99	2 354	35 454	60	3 786	16 290	51 744	98	2 409	42 868	61	3 785	15 278	58 146

^a Certaines catégories, telles que le neuf collectif en zone B2 et C, ont un effectif relativement limité pour les logements de 4 pièces et plus, ce qui peut entraîner une surface moyenne inférieure pour un logement contenant plus de pièces.

Le coût moyen par m² de surface habitable dans le neuf est en baisse.

TABLEAU 5: Coûts moyens d'acquisition (hors travaux inclus dans la quotité de travaux) au mètre carré par type d'opération et année d'émission

	2020	2021
Neuf	2 805	2 771
HLM	1 761	1 828
Ancien sous quotité de travaux	944	962
Ensemble	2 442	2 434

En termes de méthode, il s'agit de prix TTC, les prix de constructions sont taxés depuis 2014 à hauteur de 20%, sauf dérogation en raison de l'appartenance à une « zone ANRU » par exemple. Hormis pour les opérations de constructions sans terrain, la base de données n'offre pas la possibilité d'opérer un redressement.

TABLEAU 6: Coût moyen d'opération et montant moyen du PTZ par type d'opération

	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ(%)	Montant moyen du PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ(%)	Montant moyen du PTZ
Individuel Neuf	222 765	20.8	48 054	224 638	19.9	46 102
Collectif Neuf	220 226	30.8	66 689	222 574	30.2	66 245
Individuel Ancien	149 546	35.7	51 654	153 762	35.0	51 816
Collectif Ancien	112 665	37.6	41 207	112 665	36.8	42 235
Ensemble	205 805	25.6	52 035	208 709	24.2	49 962

L'achat dans l'individuel neuf est plus cher que dans collectif. L'écart du montant moyen du PTZ dans le neuf entre l'individuel et le collectif est important compte tenu de la quotité du PTZ plus importante en zones A et B1 par rapport aux zones B2 et C en 2020.

4.4.2 Caractéristiques par zone géographique.

Le découpage en zones géographiques, au sens du zonage réglementaire A/B1B2/C, comprend (pour l'année 2021) :

1. la zone A : L'agglomération de Paris, la Côte d'Azur, le Genevois français ainsi que certaines agglomérations ou communes où les loyers et les prix des logements sont très élevés (notamment Marseille, Lyon, Lille),
2. la zone B1 : Certaines grandes agglomérations dont les loyers et les prix des logements sont élevés (notamment Toulouse, Bordeaux, Nantes), les villes-centres de certaines grandes agglomérations, la grande couronne autour de Paris, certaines communes assez chères et les DOM,
3. la zone B2 : Grande couronne autour de Paris, certaines communes où les loyers et les prix des logements sont assez élevés et les communes de Corse non situées en zones A ou B1,
4. la zone C : Le reste du territoire.

TABLEAU 7: Caractéristiques des opérations par zone géographique

	Effectifs	Montant moyen d'opération	Montant moyen du PTZ	Effectifs	Montant moyen d'opération	Montant moyen du PTZ
ZONE A	14 087	256 598	77 651	14 087	256 598	77 651
ZONE B1	13 436	221 761	68 416	13 436	221 761	68 416
ZONE B2	13 037	203 219	36 893	13 037	203 219	36 893
ZONE C	32 593	185 669	35 614	32 593	185 669	35 614
Ensemble	73 153	208 709	49 962	73 153	208 709	49 962

4.4.3 Caractéristiques par type de commune

Est ici utilisée la notion de zonage en aires urbaines élaborée par l'INSEE, qui décline le territoire métropolitain en 9 catégories :

grand pôle, couronne d'un grand pôle, grandes aires urbaines, moyen pôle, couronne d'un moyen pôle, petit pôle, couronne d'un petit pôle, autre commune multipolarisée, commune isolée hors influence des pôles⁶.

Le zonage en aires urbaines 2010 distingue :

- les « grandes aires urbaines », ensemble de **communes**, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un **pôle urbain (unité urbaine)** de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (**couronne périurbaine**) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

- les « moyennes aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

- les « petites aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 1 500 à 5 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Les communes attirées par plusieurs aires urbaines, sans être sous l'influence majeure d'aucune d'entre elles, sont considérées comme périurbaines.

Ce sont les autres communes multipolarisées que l'INSEE définit comme communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines.

L'espace à dominante rurale est l'ensemble des communes situées hors des grandes aires urbaines, des moyennes aires et des petites aires et qui ne sont pas multipolarisées.

Les grands pôles urbains regroupent 44% des PTZ émis en 2021, en hausse par rapport à 2020 au profit des autres types de communes.

Ils sont suivis par leurs couronnes (30%).

⁶ [<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1435>]

TABLEAU 8: Évolution des émissions de PTZ par type de communes

	2020	2021	2020 / 2021
Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	31 423 / 48%	32 311 / 44%	+2,8%
Couronnes des grands pôles urbains	18 638 / 28%	22 010 / 30%	+18,1%
Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	4 228 / 6%	5 122 / 7%	+21,1%
Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	1 311 / 2%	1 463 / 2%	+11,6%
Couronnes des moyens pôles	462 / 1%	593 / 1%	+28,4%
Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	2 276 / 3%	2 750 / 4%	+20,8%
Couronnes des petits pôles	191 / 0%	210 / 0%	+9,9%
Autres communes multipolarisées	4 383 / 7%	5 375 / 7%	+22,6%
Communes isolées hors influence des pôles	2 670 / 4%	3 319 / 5%	+24,3%
Ensemble	65 582 / 99%	73 153 / 100%	+11,5%

La hausse du nombre de PTZ distribués en 2021 est observable pour tous les types de communes. En faisant la distinction entre le neuf et l'ancien, on observe une baisse de la production dans les couronnes des petits pôles dans le neuf contrairement aux opérations dans l'ancien.

TABLEAU 9: Neuf

	2020	2021	2020 / 2021
Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	27 120 / 52%	27 710 / 48%	+2,2%
Couronnes des grands pôles urbains	15 061 / 29%	18 279 / 31%	+21,4%
Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	3 051 / 6%	3 765 / 6%	+23,4%
Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	773 / 1%	946 / 2%	+22,4%
Couronnes des moyens pôles	296 / 1%	383 / 1%	+29,4%
Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	1 378 / 3%	1 779 / 3%	+29,1%
Couronnes des petits pôles	127 / 0%	115 / 0%	-9,4%
Autres communes multipolarisées	2 538 / 5%	3 337 / 6%	+31,5%
Communes isolées hors influence des pôles	1 400 / 3%	1 832 / 3%	+30,9%
Ensemble	51 744 / 100%	58 146 / 100%	+12,4%

TABLEAU 10: Ancien

	2020	2021	2020 / 2021
Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	4 303 / 31%	4 601 / 31%	+6,9%
Couronnes des grands pôles urbains	3 577 / 26%	3 731 / 25%	+4,3%
Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	1 177 / 9%	1 357 / 9%	+15,3%
Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	538 / 4%	517 / 3%	-3,9%
Couronnes des moyens pôles	166 / 1%	210 / 1%	+26,5%
Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	898 / 6%	971 / 6%	+8,1%
Couronnes des petits pôles	64 / 0%	95 / 1%	+48,4%
Autres communes multipolarisées	1 845 / 13%	2 038 / 14%	+10,5%
Communes isolées hors influence des pôles	1 270 / 9%	1 487 / 10%	+17,1%
Ensemble	13 838 / 100%	15 007 / 100%	+8,4%

Comme le montrent les graphiques suivants, la distribution de PTZ ne concerne qu'un nombre limité de communes (environ 16 000 sur près de 35 000 communes), parmi lesquelles sont sous-représentées les « autres communes multipolarisées » et les « communes isolées hors influence des pôles ».

Les emprunteurs de PTZ en 2021 se localisent et achètent essentiellement dans les « grands pôles urbains » et leurs « couronnes ».

Figure 5 : Ventilation par type de commune

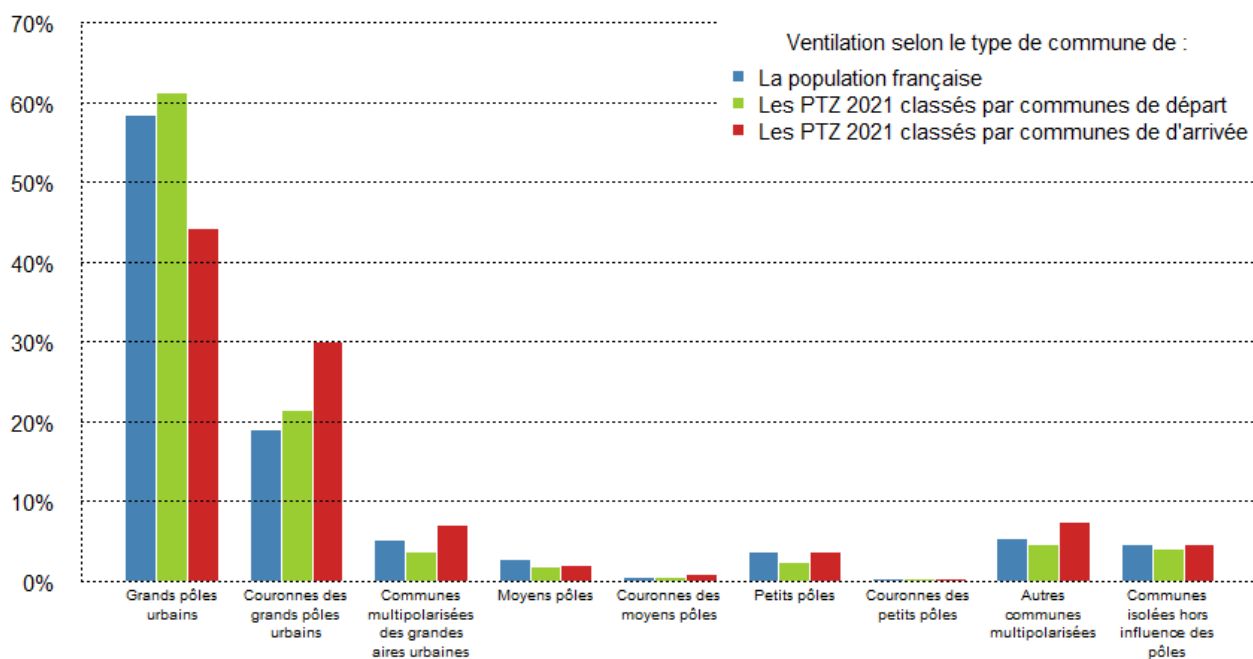
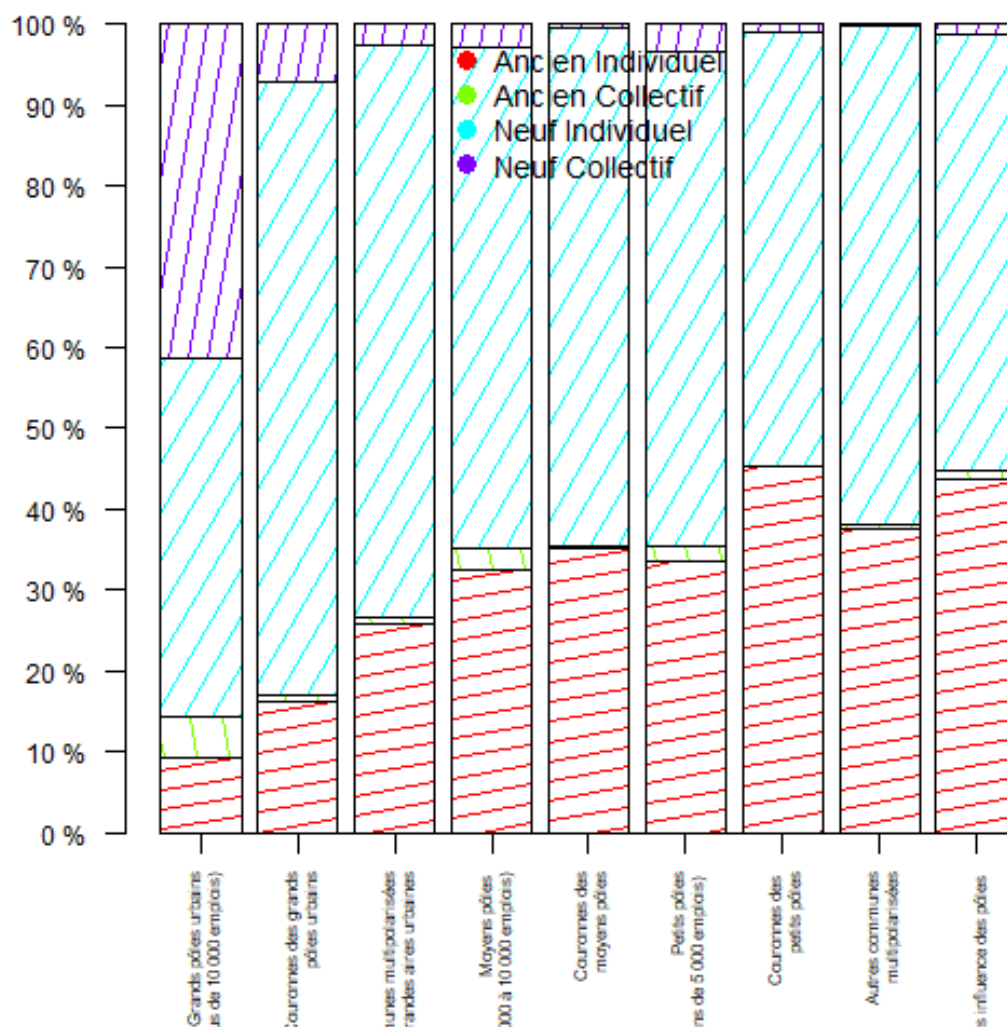


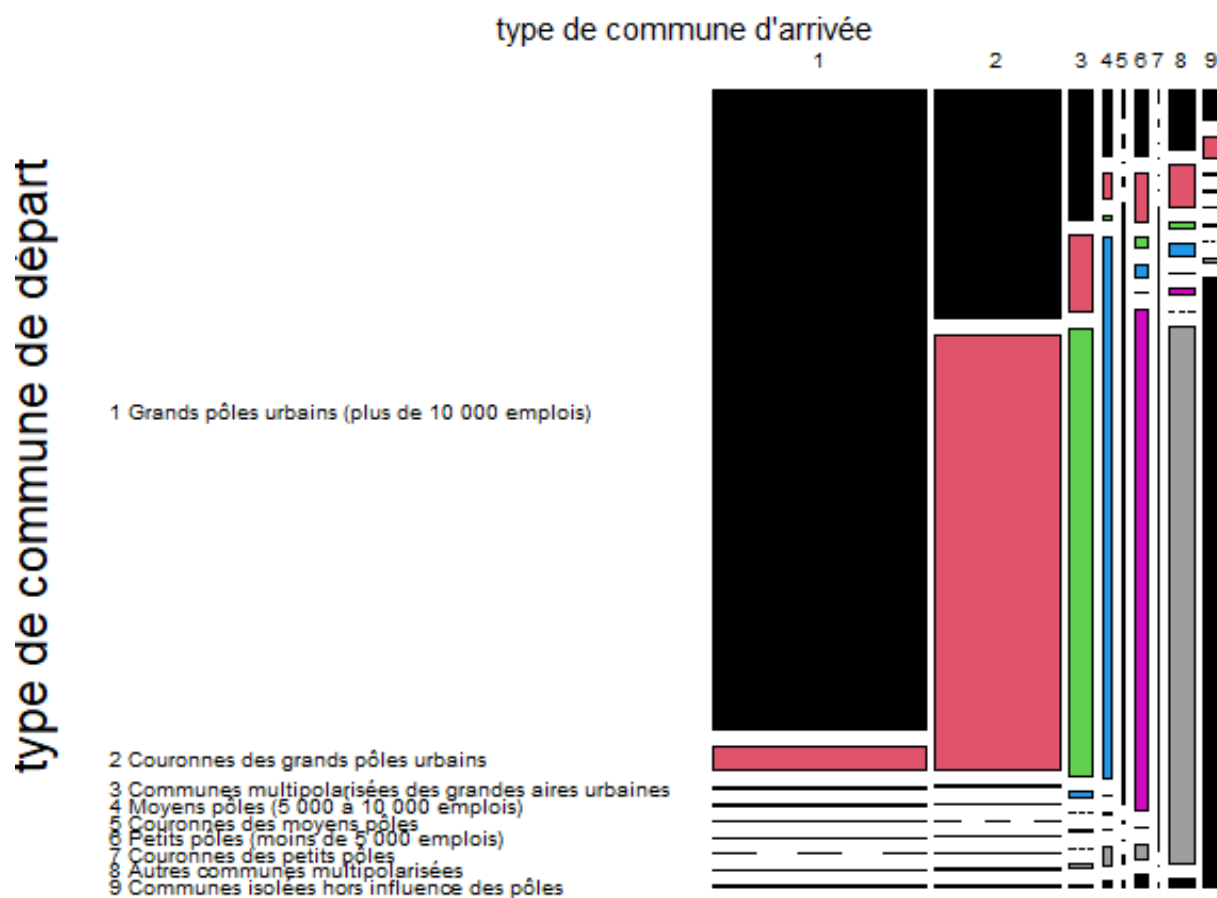
Figure 6 : Répartition des émissions de PTZ par type d'opération et de commune



Tout comme les années passées, le poids du collectif diminue quand le caractère urbain décroît et inversement, plus le caractère rural s'accroît, plus la part de l'individuel est importante.

Une étude permettant de croiser la catégorie de commune de l'ancien logement et celle du nouveau a été réalisée (Annexe 12, synthétisée sur le graphique de la Figure 8).

Figure 7 : Typologie croisée des communes de départ et d'arrivée



Champ : PTZ émis en 2021 en France Métropolitaine (Effectif renseigné de 53 046 sur 65 582 PTZ émis soit 80,8%)

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2022

Les ménages issus des grands pôles urbains constituent majoritairement la deuxième catégorie la plus nombreuse au sein de chacun des huit autres types de communes d'arrivée (à l'exception des couronnes des moyens pôles, probablement à cause de l'effectif trop faible), leur proportion décroît néanmoins au fur et à mesure que l'on se dirige vers les catégories les moins urbaines.

Les données par type de communes (CSP, situation familiales et revenus) sont présentées en annexe 5, 6, 7.

4.5 Caractéristiques des ménages bénéficiaires

En 2021, 56,3% des emprunteurs appartiennent à la tranche la plus haute (troisième), 32,5% à la première tranche, le reste (11,2%) appartenant à la tranche 2.

Le nombre moyen de personnes composant les ménages est de 2,4, il reste stable depuis 2020 (60,2% des ménages composés d'une ou deux personnes, 18,2% de trois personnes et 22,0% de quatre personnes ou plus). 57,5% des ménages vivent en couple.

L'âge moyen des acquéreurs est de 33 ans et 49% ont entre 26 et 35 ans. Les 36-65 ans représentent 32,5% des emprunteurs.

Ceux qui gagnent moins de 3 SMIC représentent 77,7% des effectifs (76,8% en 2020).

Le taux d'apport estimé reste inférieur à 5,0% pour (65,8%) des opérations (69,2% en 2020).

7,2% des emprunteurs ont un taux d'apport compris entre 25,0% et 50,0%.

La part des employés reste élevée (36,5%, +0,8 point par rapport à 2020) La part des ouvriers augmente de +0,3 point passant de 21,3% à 21%. Celle des cadres diminue (14,6% en 2021 contre 15,2% en 2020).

4.5.1 Caractéristiques socio-démographiques

La part des moins de 25 ans (Annexe 8) ayant souscrit un PTZ en 2021 baisse très légèrement (18,3% contre 18,5% en 2020) tout comme la part des 26 à 35 ans (49,1% en 2021 contre 50,5% en 2020). Au contraire, la classe d'âge 46-65 ans augmente (9,4%) de même que pour les 36-45 ans passant de 21,9% à 23,1%.

En ce qui concerne le statut matrimonial, les évolutions restent minimales, les personnes seules (personnes célibataires, séparés et veufs) représentent 42,5% contre 42,1% en 2020. Les veufs conservent leur part très faible avec 0,2% et les divorcés ou séparés atteignent 5,2%, comme l'année précédente. Les célibataires représentent 37,1 % des effectifs. La part des couples passe de 57,9 % en 2020 à 57,5% en 2021.

S'agissant du précédent statut d'occupation de l'emprunteur en 2021, la proportion des locataires HLM reste stable à 4,8% (-0,3 point).

La proportion des autres locataires (issus du secteur privé) augmente, passant de 70,6% en 2020 à 71,8% en 2021.

Les personnes vivant chez leurs parents représentent 21% (-0,6 point) alors que les autres statuts (non locataire ou hébergé à titre gratuit) se situent à 23,4% (-0,2 point par rapport à l'an dernier).

Parmi les anciens locataires HLM, les employés représentent 38,5% des effectifs. Les professions intermédiaires et les ouvriers représentent respectivement 20,9% et 20,8%.

L'âge moyen des anciens locataires HLM est de 39 ans, contre 33 ans pour les autres emprunteurs.

La part des ménages de petite taille et celle des « familles » de 3 personnes et plus (Annexe 13) stagne par rapport à l'an dernier.

4.5.2 Typologie des ménages selon le revenu

La typologie des ménages, établie selon le nombre de personnes composant le ménage et le revenu mensuel de l'année N⁷, donne une vision globale des accédants aidés. Les types de ménages sont définis selon les critères suivants :

	Petit ménage (1 ou 2 personnes)	Famille (au moins 3 personnes)
Revenus « modestes »	moins de 1.5 SMIC (1)	moins de 2 SMIC
Revenus « moyens »	de 1.5 à 2 SMIC	de 2 à 2.5 SMIC
Revenus « intermédiaires »	de 2 à 3 SMIC	de 2.5 à 3.5 SMIC
Revenus « aisés »	plus de 3 SMIC	plus de 3.5 SMIC

^a (1) Sur la base d'un SMIC mensuel net pour 151.67h(35h/semaine) de travail à 1 237,51 en 2021 1 218,60 en 2020

La proportion de ménages selon leur catégorie de revenus est indiquée en Annexe 13.

⁷ Cf. note méthodologique

Figure 8 : Poids des catégories de ménages par année d'émission

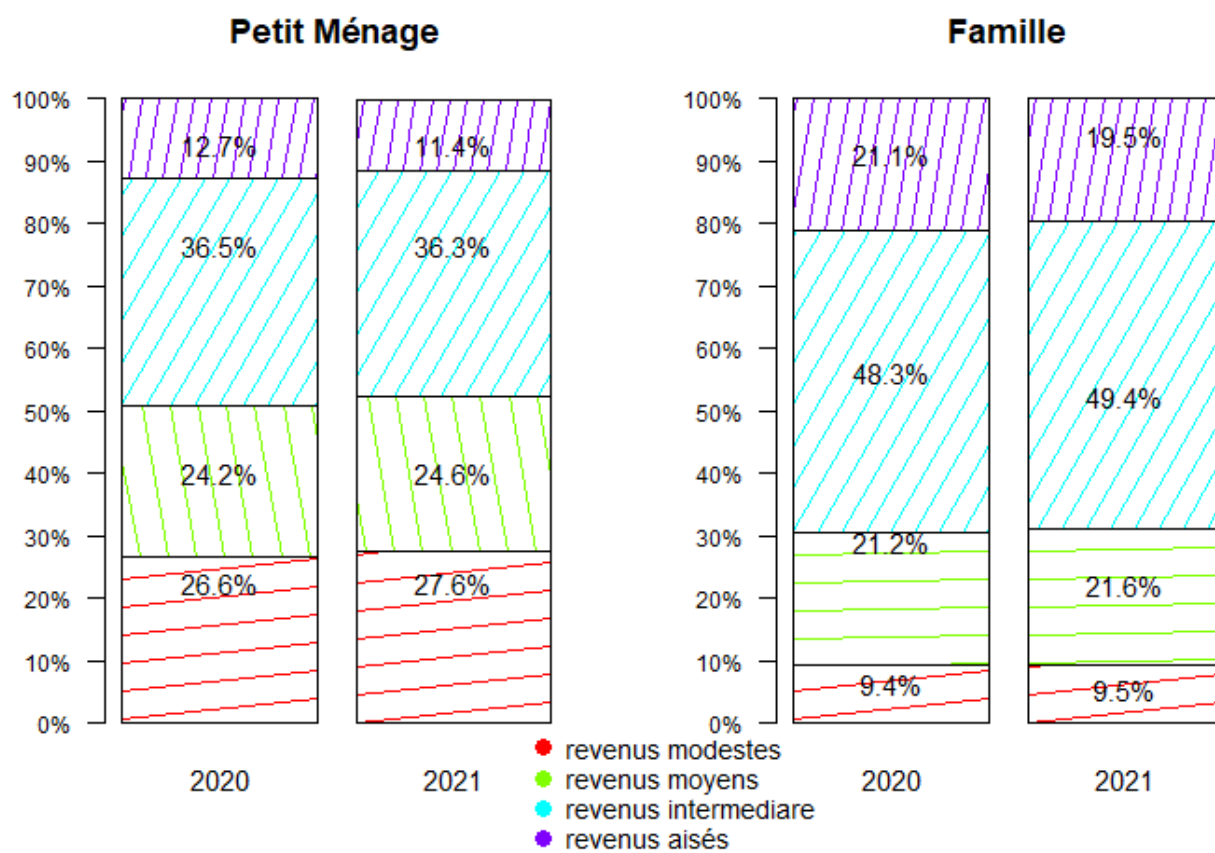


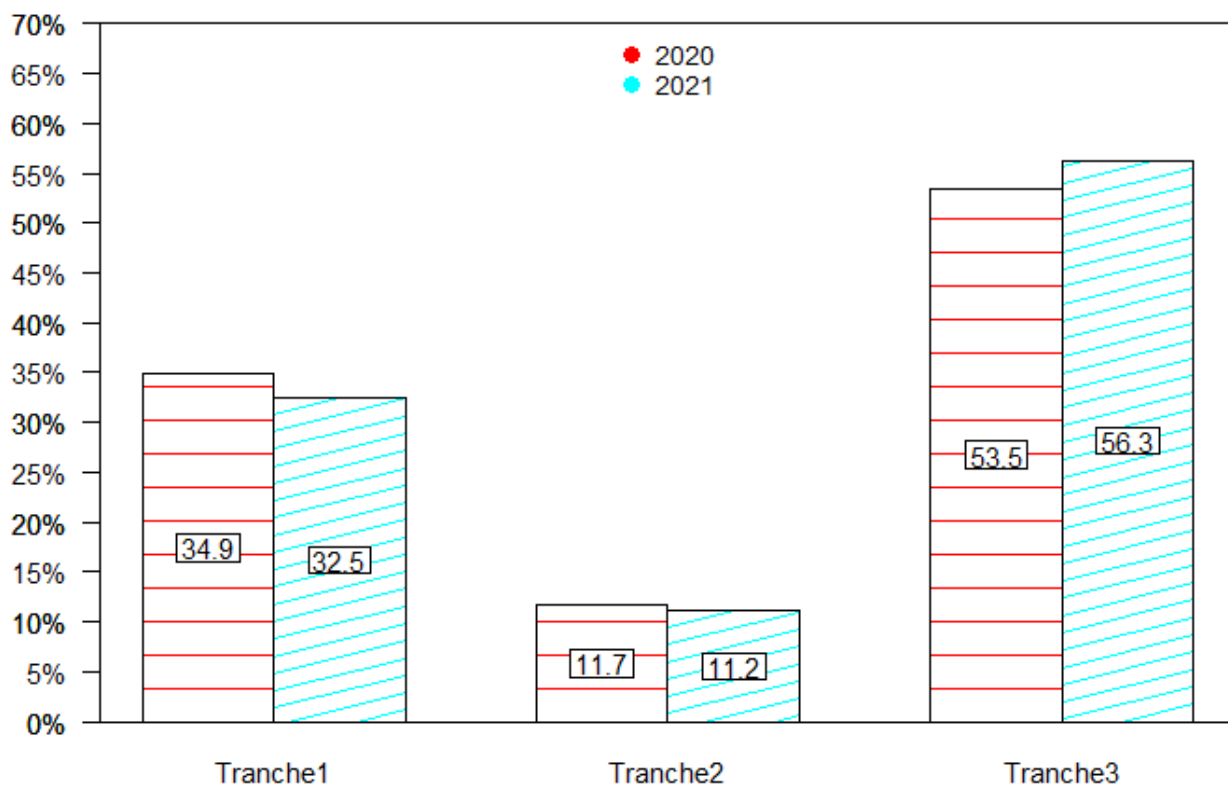
TABLEAU 12: Structure de répartition des opérations par types de ménage

Type de ménage	Type d'opération	Petits ménages		Famille	
		2020	2021	2020	2021
		Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs
Revenus aisés	ancien avec travaux	110	116	356	319
	neuf	2 048	1 853	4 472	4 820
	vente HLM	31	20	127	135
	Ensemble	2 189	1 989	4 955	5 274
Revenus intermédiaires	ancien avec travaux	1 132	1 266	1 579	1 550
	neuf	7 355	8 179	9 435	11 388
	vente HLM	130	143	347	402
	Ensemble	8 617	9 588	11 361	13 340
Revenus modestes	ancien avec travaux	5 079	5 538	1 081	1 059
	neuf	15 325	17 288	3 118	3 204
	vente HLM	901	1 181	329	394
	Ensemble	21 305	24 007	4 528	4 657
Revenus moyen	ancien avec travaux	1 242	1 373	1 034	1 056
	neuf	6 234	6 892	3 757	4 522
	vente HLM	155	203	205	252
	Ensemble	7 631	8 468	4 996	5 830
Ensemble	Ensemble	39 742	44 052	25 840	29 101

4.5.3 Tranches du barème, revenu de l'année de référence

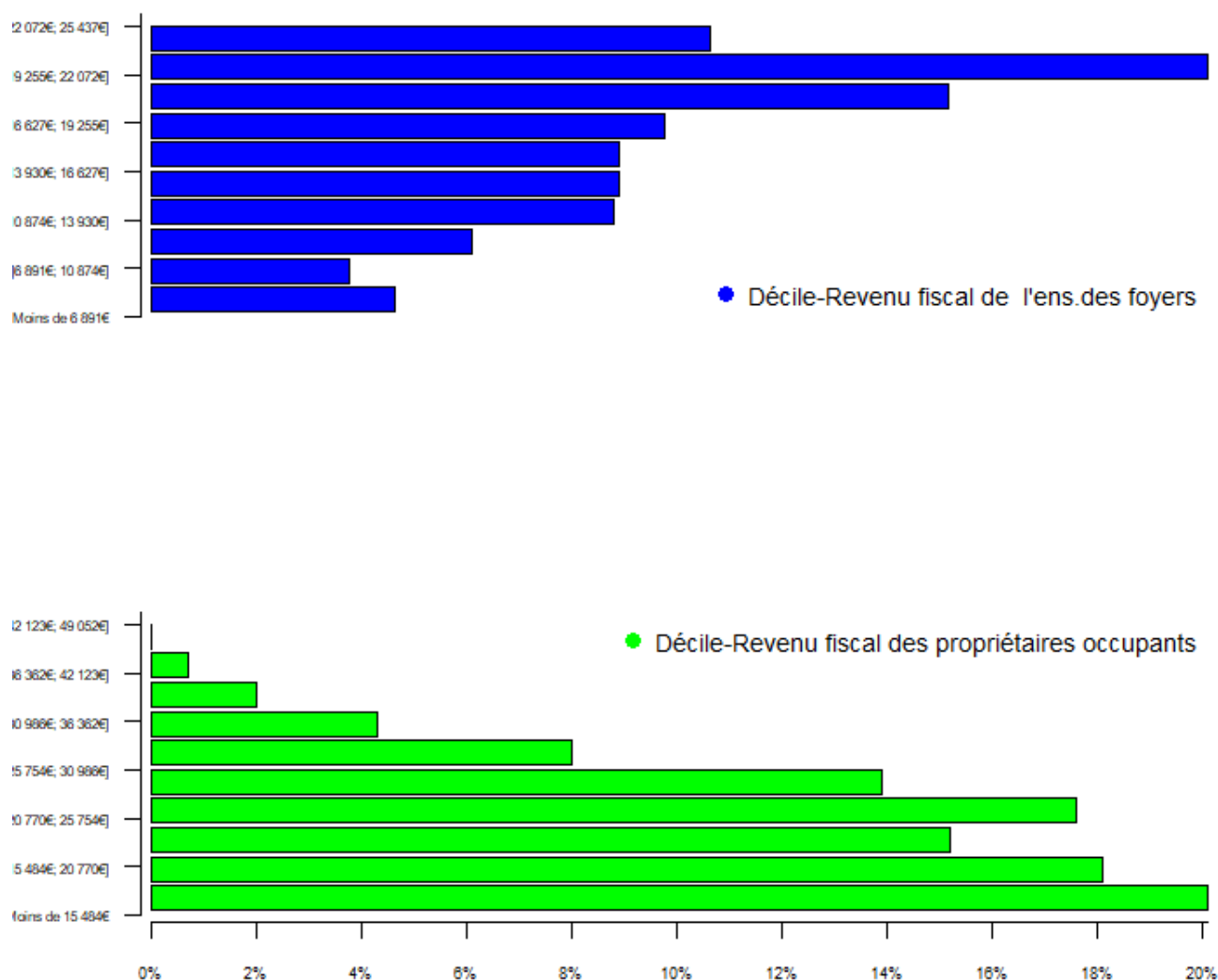
Depuis 2020 les répartitions par tranche ont évolué, avec une diminution continue de la tranche 1, certainement contraintes par les recommandations du HCSF.

Figure 9 : Répartition des PTZ 2020 2021 par tranches du barème



La répartition selon les déciles de revenu fiscal (cf. Figure 11) de l'ensemble des foyers fiscaux des PTZ est inégale.

**Figure 10 : Répartition des emprunteurs de PTZ en fonction de leurs revenus de référence
(par déciles des revenus fiscaux de l'ensemble des foyers et par déciles des revenus fiscaux
des propriétaires occupants)**



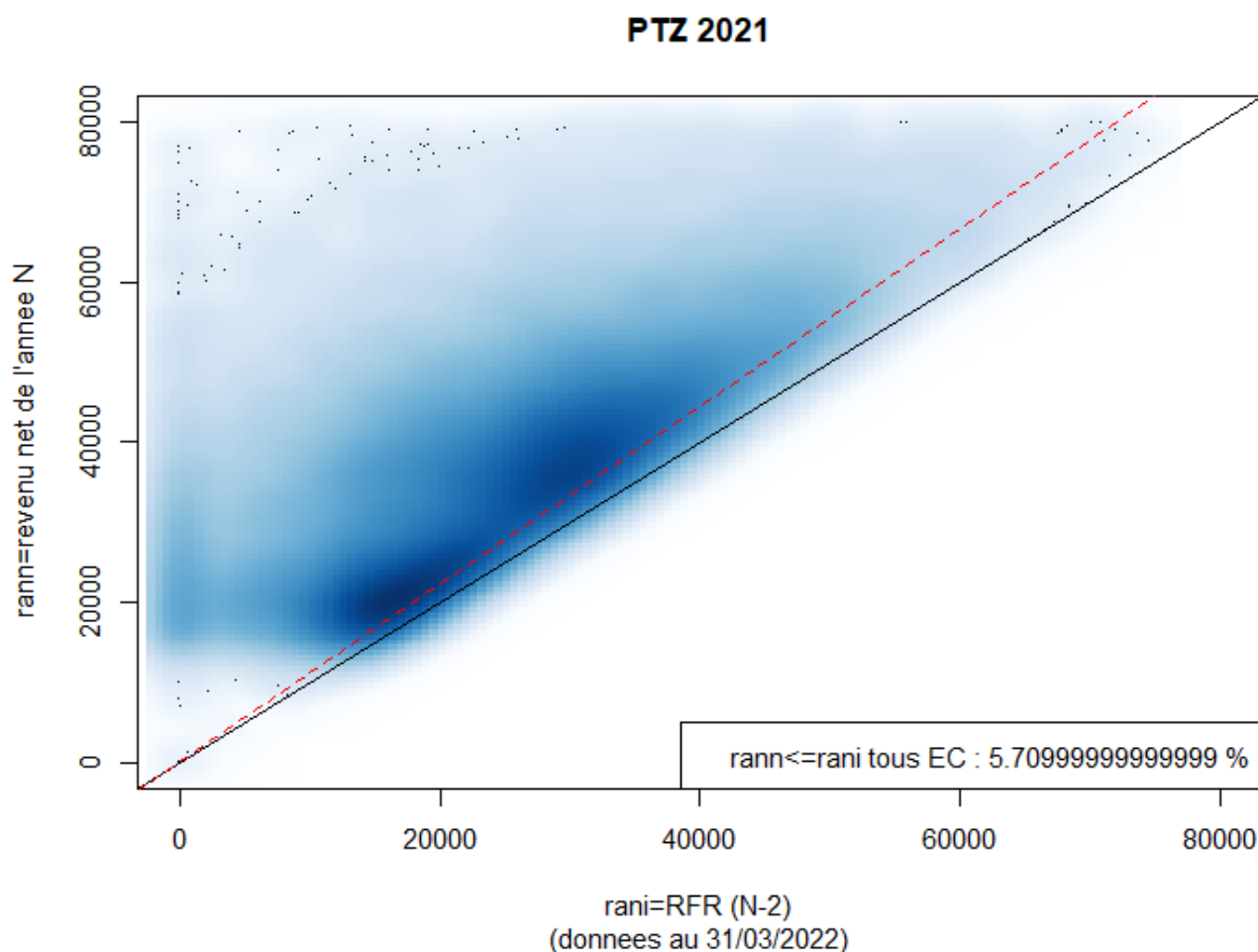
La répartition selon les déciles de RFR des propriétaires occupants des PTZ est encore moins équilibrée que celle de l'ensemble des foyers. Cette répartition est toutefois logique compte tenu de la vocation sociale des PTZ.

4.5.4 Évolution du revenu mensuel des ménages entre l'année de référence et l'année N

Pour rappel, les revenus de l'année N insuffisamment renseignés et ceux où ils sont inférieurs ou égaux au revenu de l'année de référence (de l'année N-2⁸) ont été écartés. Les observations éliminées (5,7%) figurent sous la bissectrice du graphique suivant.

A titre indicatif, une droite pointillée a également été ajoutée qui correspond aux revenus de l'année N avec abattement de 10,0% égaux aux revenus de l'année de référence. Il est en effet important de rappeler que le revenu de référence de l'année N-2 est égal au revenu de cette année après abattement, ce dernier étant généralement égal à 10,0% :

Figure 11 : Comparaison Revenu fiscal de référence de l'année N-2 VS Revenu annuel de l'année N



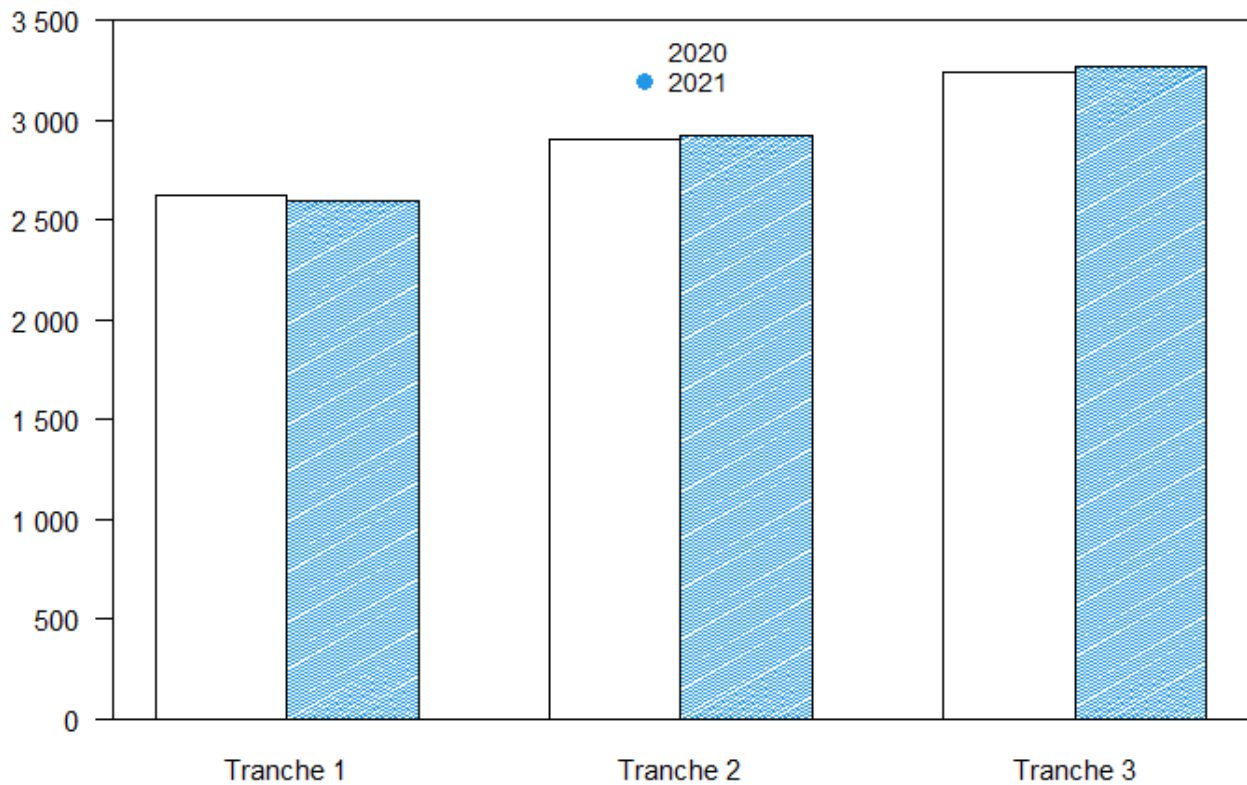
⁸ Depuis le 1er janvier 2011, c'est toujours le revenu de l'année N-2 qui est pris pour référence

Cette année, le revenu mensuel moyen des emprunteurs est de 2 995€, en très légère hausse par rapport à celui des emprunteurs de l'année 2020 (2 987 €), mais reste inférieure à l'inflation (1,6% en 2021).

Evolution du revenu mensuel moyen entre l'année de référence et l'année N par tranche du barème PTZ

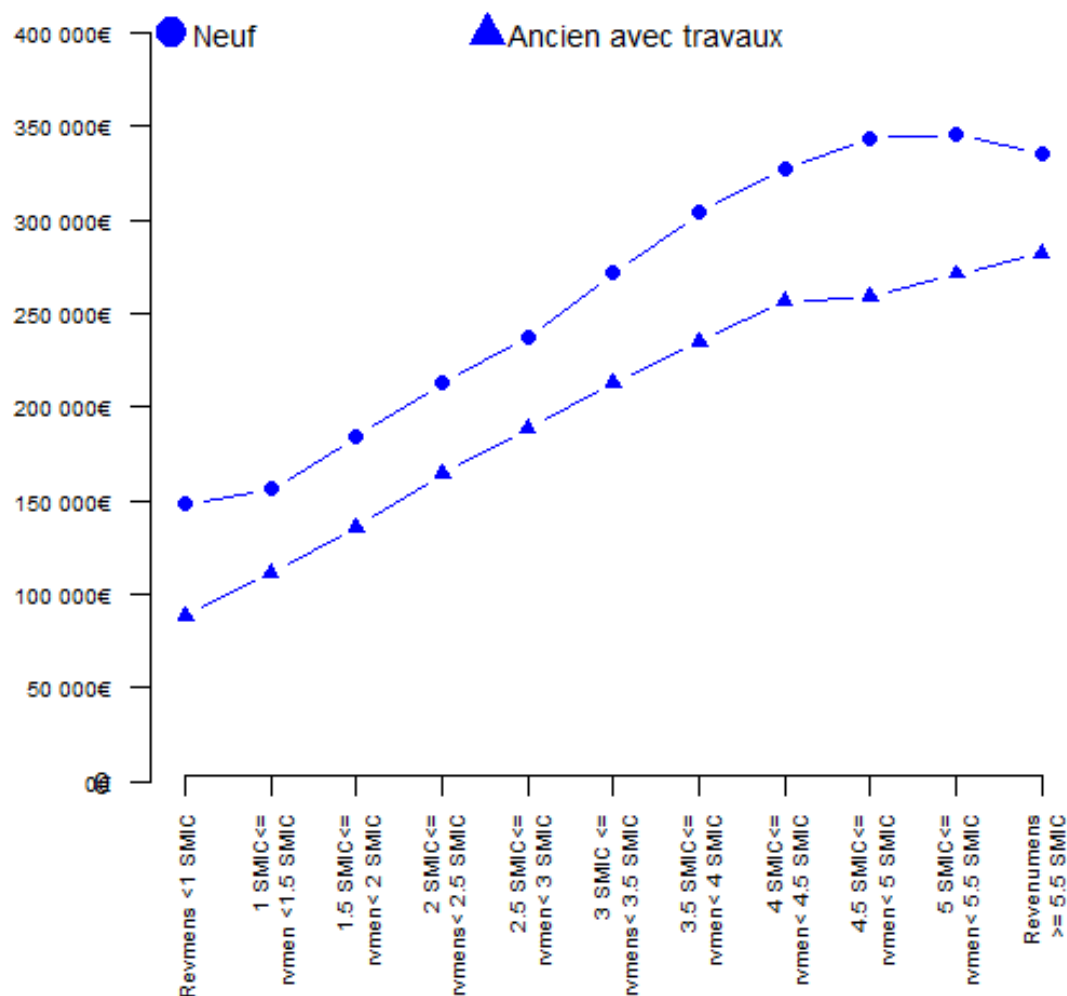
	Revenu mensuel moyen N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2
Tranche 1	1 831	2 634	+43,9%
Tranche 2	2 188	2 903	+32,7%
Tranche 3	2 562	3 231	+26,1%
Ensemble	2 276	2 995	+31,6%

Figure 12 : Revenu mensuel moyen par tranches du barème PTZ 2020 et 2021



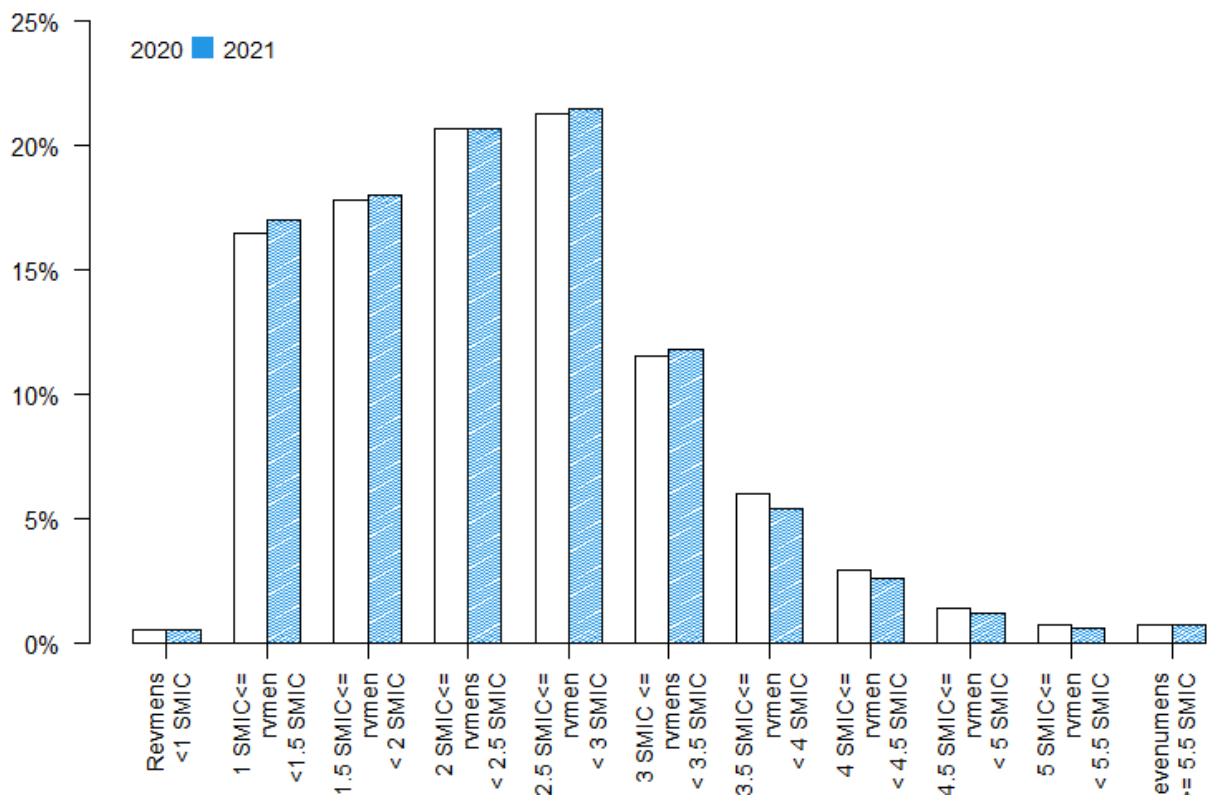
La courbe suivante illustre l'évolution du montant d'opération en fonction des revenus.

Figure 13 : Montant moyen d'opération selon le revenu mensuel N (en nombre de SMIC)



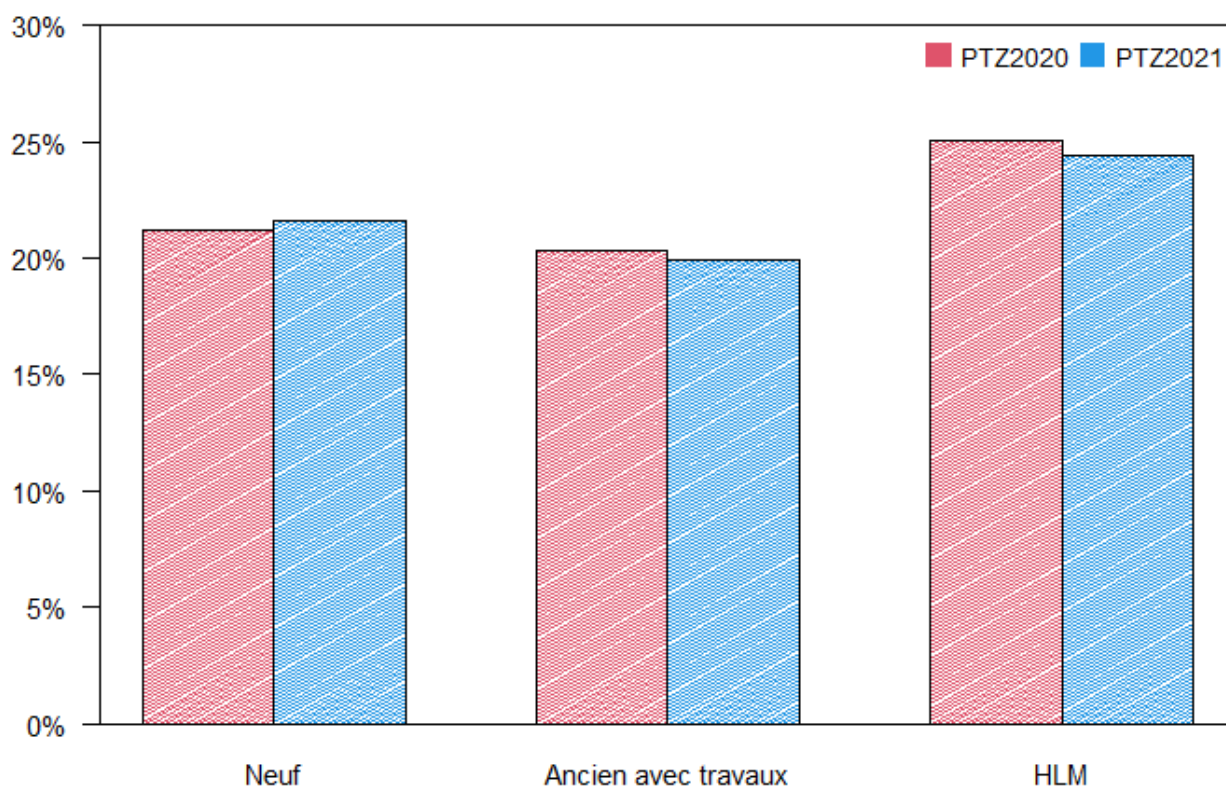
La répartition des ménages en fonction de leur revenu au moment de l'émission de l'offre de prêts exprimé en nombre de SMIC est disponible en Annexe 10.

Figure 14 : Répartition des opérations selon le revenu mensuel N (en nombre de SMIC) et l'année d'émission



4.5.5 Taux d'effort

Figure 15 : Taux d'effort des ménages dans le cadre de l'opération PTZ



Les taux d'effort moyens illustrés à la Figure 16 varient peu entre 2020 et 2021.

Des informations sur la dispersion du taux d'effort selon la zone, l'appartenance à un quartile de R⁹ et le nombre de personnes dans le ménage sont présentées dans les tableaux ci-après pour 2020 et 2021.

TABLEAU 14: 9ème décile du taux d'effort (Neuf)

Zone	Quartile de R en 2020	2020				2021			
		1 pers.	2 pers.	3 pers.	4 pers. et +	1 pers.	2 pers.	3 pers.	4 pers. et +
A	1	0.33	0.33	0.32	0.31	0.32	0.33	0.31	0.30
	2	0.35	0.33	0.32	0.31	0.34	0.32	0.31	0.30
	3	0.35	0.33	0.33	0.32	0.34	0.32	0.31	0.31
	4	0.36	0.33	0.33	0.32	0.34	0.32	0.32	0.31
B1	1	0.32	0.32	0.32	0.30	0.32	0.31	0.30	0.29
	2	0.34	0.32	0.31	0.31	0.33	0.31	0.31	0.31
	3	0.35	0.31	0.32	0.31	0.34	0.31	0.31	0.30
	4	0.36	0.32	0.31	0.31	0.34	0.31	0.31	0.31
B2	1	0.34	0.33	0.33	0.31	0.32	0.32	0.31	0.29
	2	0.35	0.31	0.31	0.31	0.34	0.31	0.31	0.30
	3	0.36	0.31	0.31	0.31	0.34	0.31	0.31	0.30
	4	0.36	0.32	0.31	0.30	0.34	0.31	0.30	0.28
C	1	0.34	0.32	0.31	0.29	0.33	0.32	0.31	0.29
	2	0.36	0.31	0.31	0.29	0.34	0.31	0.30	0.29
	3	0.36	0.31	0.30	0.28	0.35	0.31	0.30	0.29
	4	0.35	0.31	0.30	0.29	0.34	0.31	0.30	0.28

TABLEAU 15: 9ème décile du taux d'effort (Ancien sous quotité de travaux)

Zone	Quartile de R en 2020	2020				2021			
		1 pers.	2 pers.	3 pers.	4 pers. et +	1 pers.	2 pers.	3 pers.	4 pers. et +
B2	1	0.31	0.30	0.28	0.28	0.32	0.30	0.29	0.27
	2	0.32	0.28	0.28	0.26	0.33	0.28	0.29	0.28
	3	0.33	0.29	0.27	0.28	0.33	0.29	0.28	0.25
	4	0.32	0.28	0.28	0.27	0.32	0.28	0.28	0.26
C	1	0.31	0.28	0.28	0.26	0.31	0.29	0.27	0.26
	2	0.32	0.28	0.27	0.26	0.33	0.28	0.27	0.27
	3	0.32	0.28	0.26	0.26	0.33	0.28	0.28	0.26
	4	0.32	0.28	0.25	0.28	0.32	0.29	0.31	0.29

⁹ Les bornes des quartiles utilisés sont les suivantes : 2 411.0 €, 15 508.9 €, 18 886.5 €, 22 487.7 €, 37 000.0 €.

Figure 16 : Taux d'effort (par quartiles) selon zones et nombre de personnes (Neuf)

2021

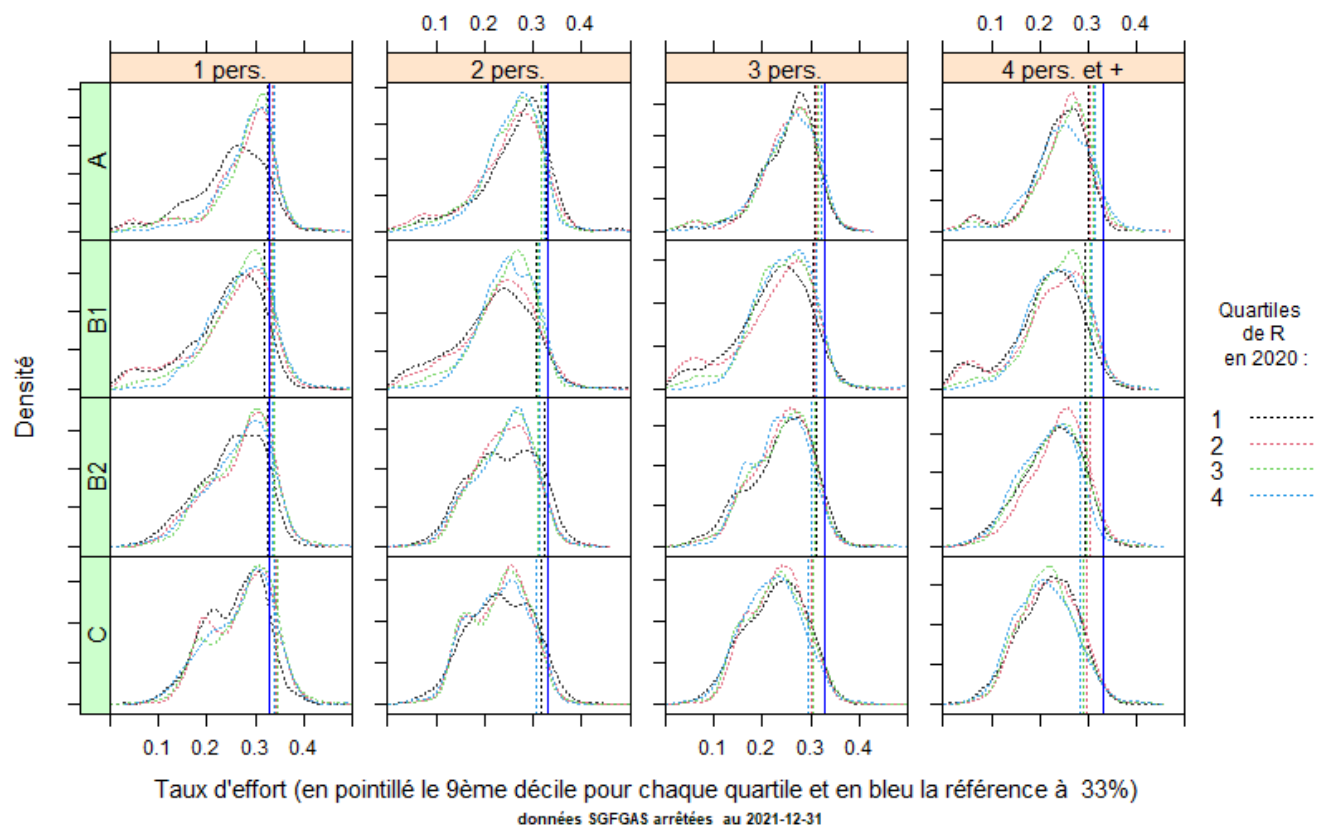
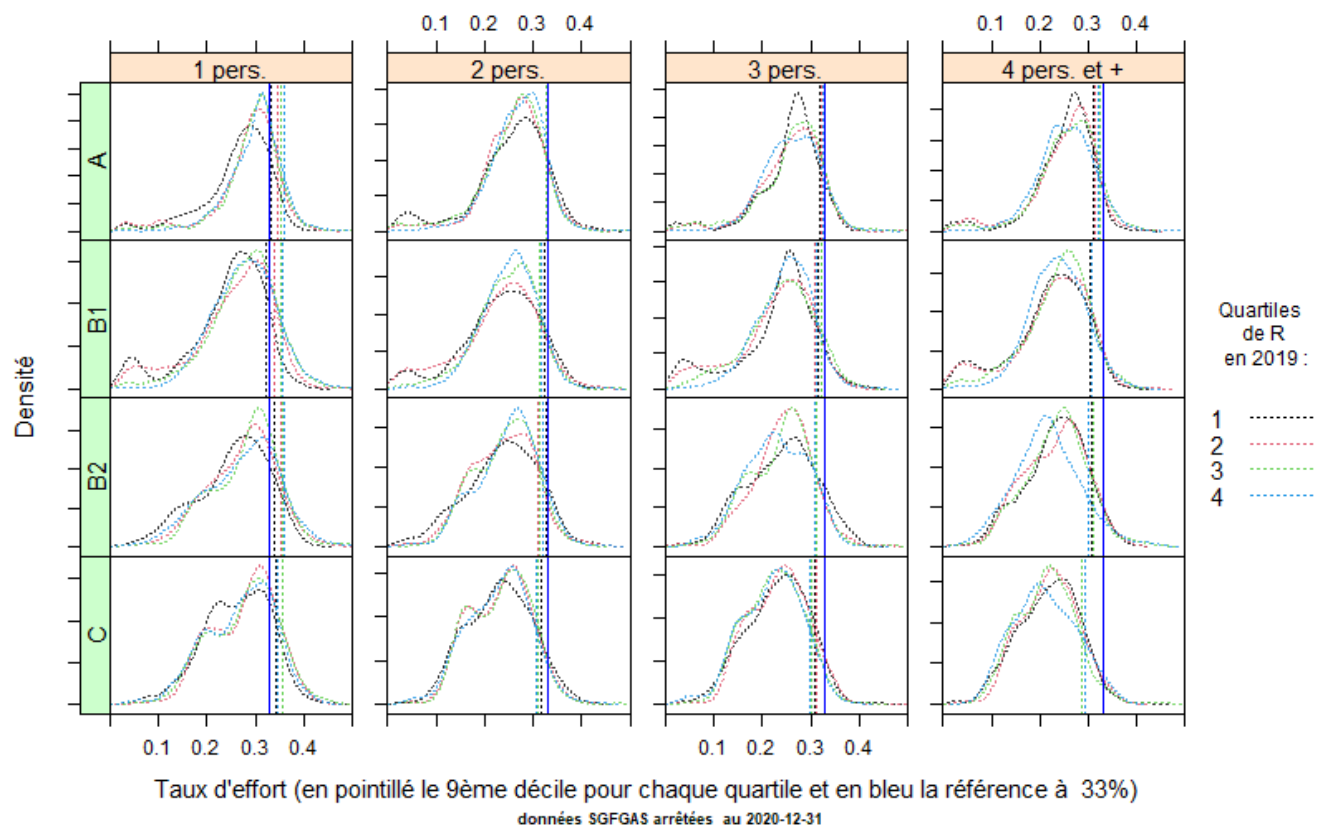


Figure 17 : Taux d'effort (par quartiles) selon zones et nombre de personnes (Neuf)

2020



4.6 Caractéristiques des moyens de financement

4.6.1 Apport personnel et quotité globale d'endettement

Le taux d'apport personnel estimé (cf. note méthodologique) est illustré sur le graphique ci-après.

Figure 21 : Médianes du taux d'apport selon type d'opération, zone et nombre de personnes

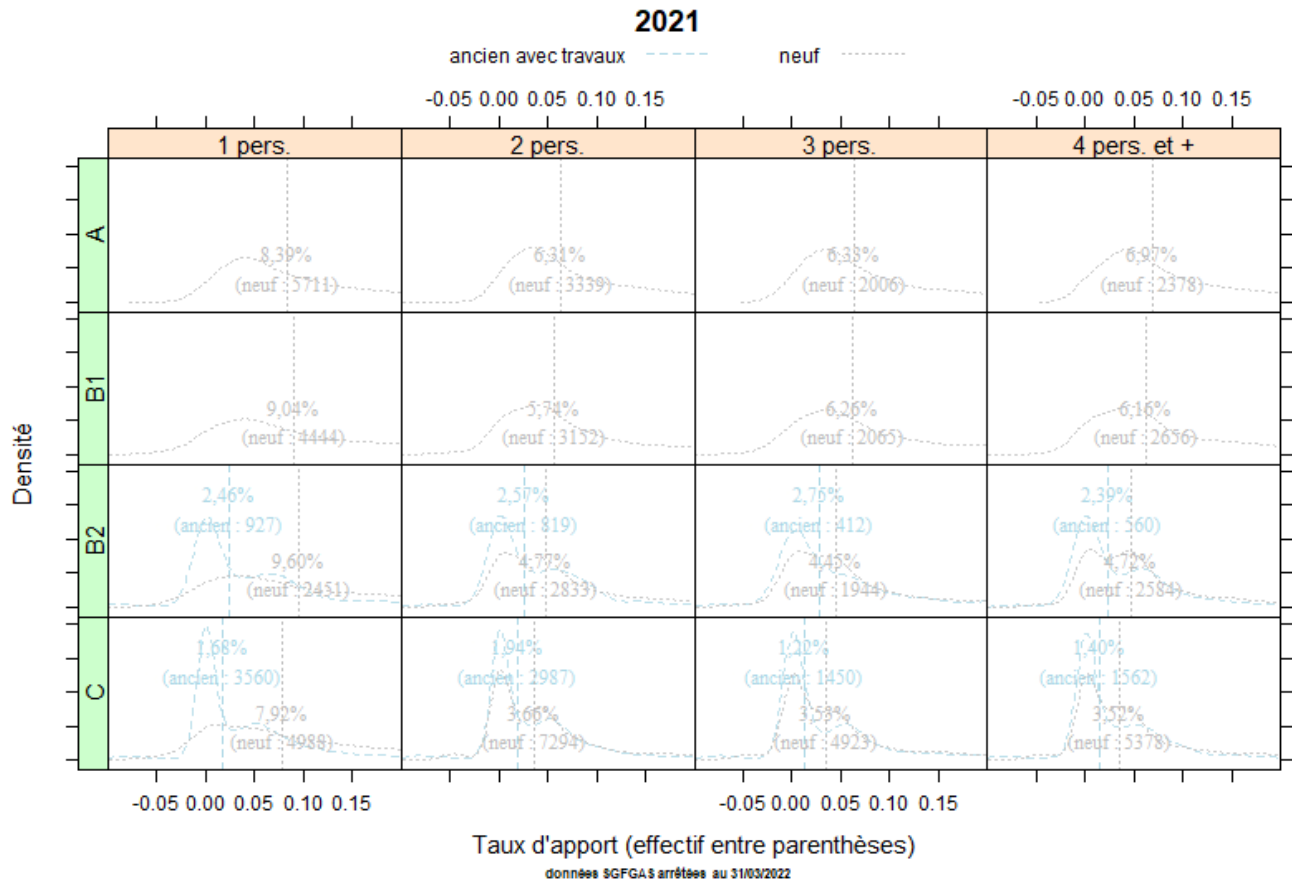


Figure 22 : Médianes du taux d'apport selon type d'opération, zone et nombre de personnes

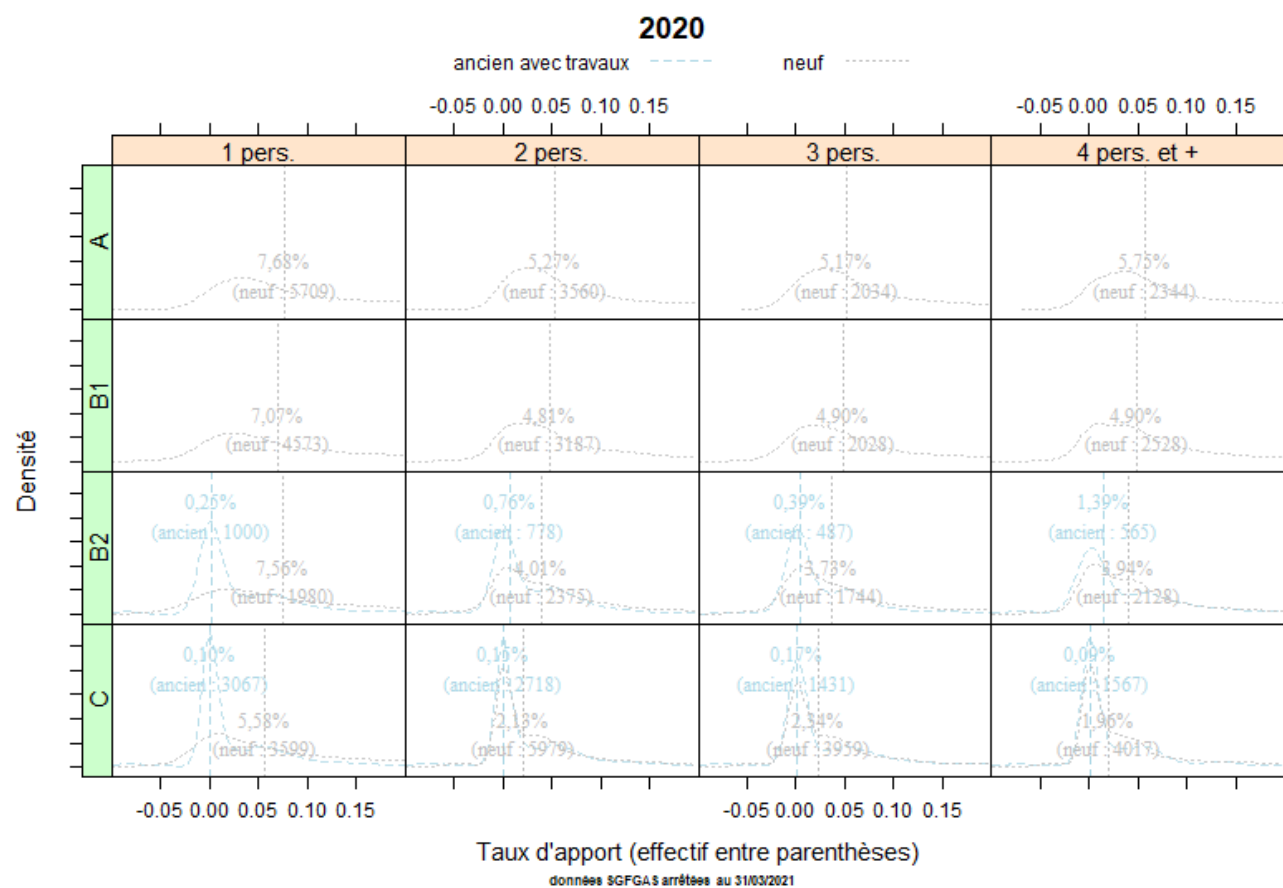
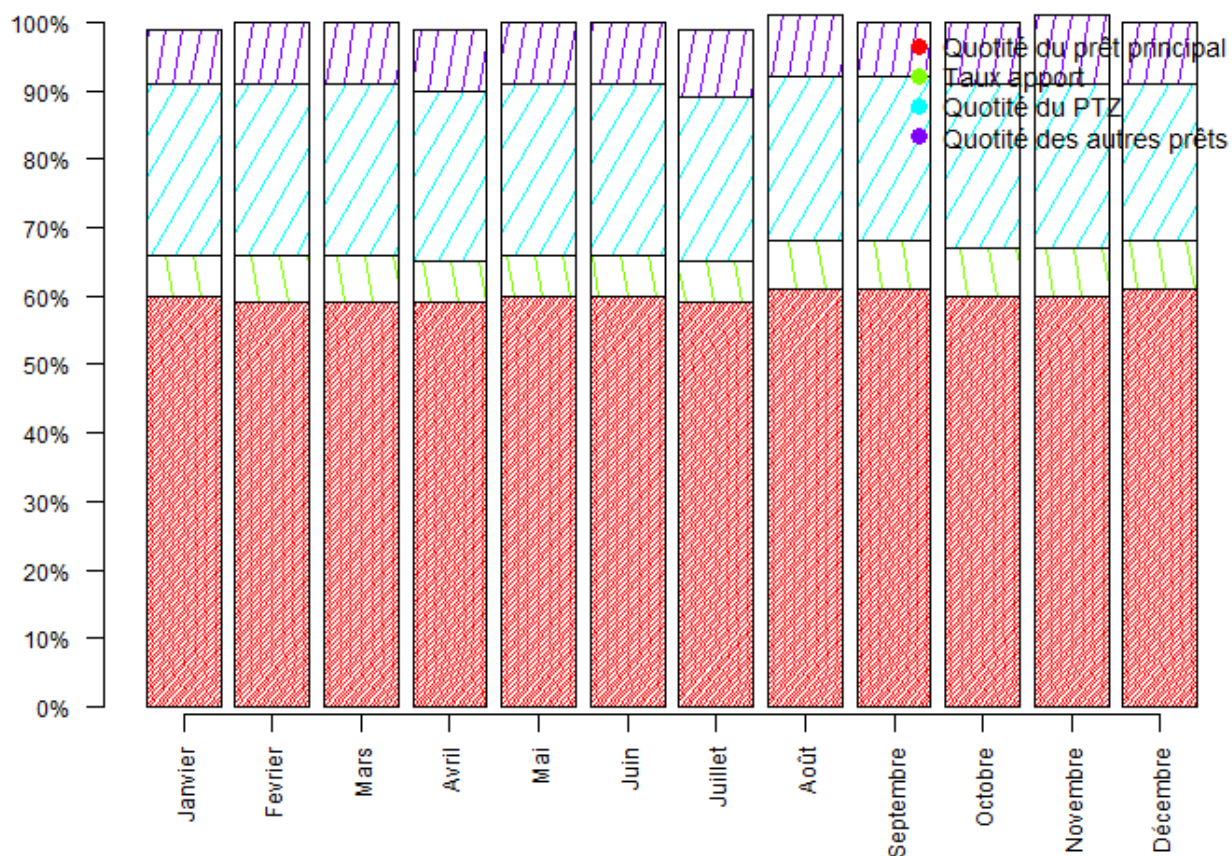


Figure 23 : Décomposition mensuelle du montant d'opération des PTZ émis en 2021 (France Métropolitaine)



4.6.2 Quotité moyenne prêt par prêt

La quotité moyenne est indiquée dans les tableaux ci-dessous :

TABLEAU 16: Quotités des montants moyens par année d'émission

	2020	2021
PTZ2020/2021	25.8 %	24.3 %
Prêt principal	60.1 %	60 %
Autres Prêts	8.2 %	9 %
Apport Personnel	6 %	6.7 %

TABLEAU 17: Quotités des montants moyens par tranche de revenu

	PTZ	Prêt principal	Autres Prêts	Apport Personnel
Tranche1	30 %	55.4 %	9.0 %	5.6 %
Tranche2	26.3 %	59.0 %	8.1 %	6.9 %
Tranche3	20.4 %	63 %	9.3 %	7.3 %

TABLEAU 18: Quotités des montants moyens par type d'opération

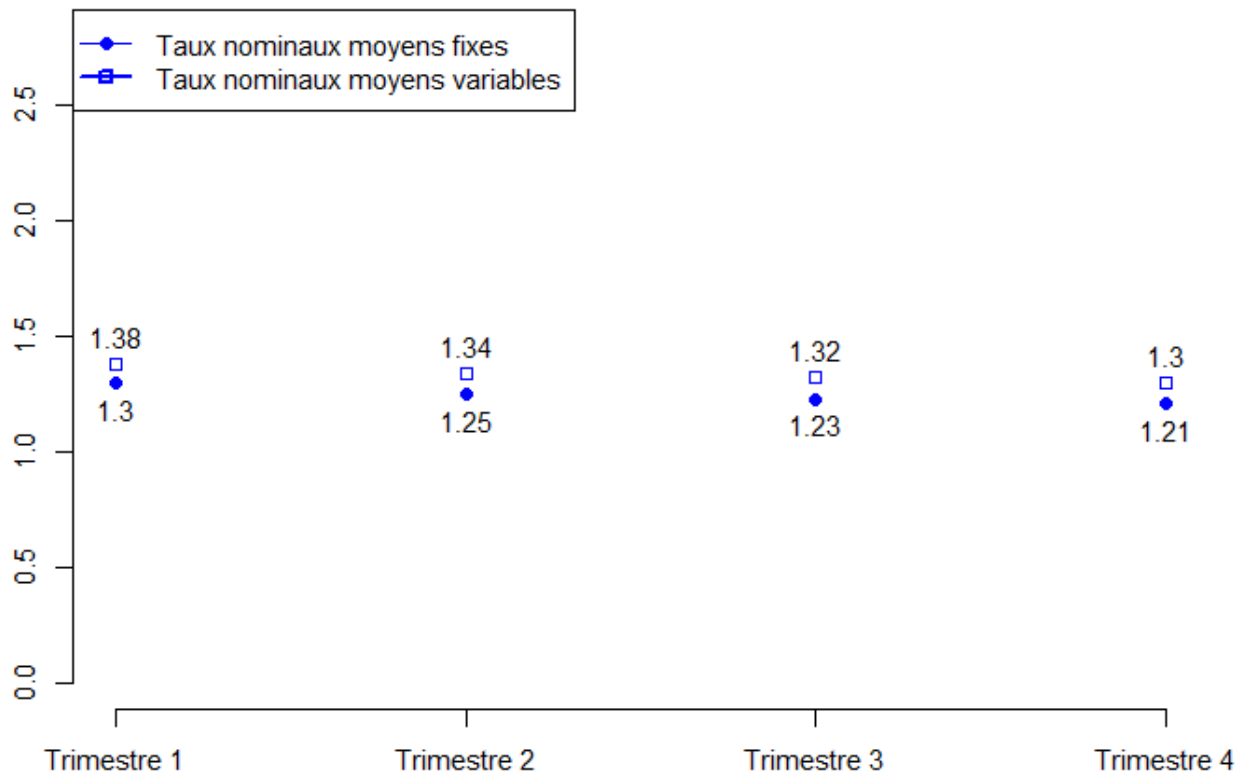
	PTZ	Prêt principal	Autres Prêts	Apport Personnel
Neuf	22.6 %	60.1 %	9.6 %	7.7 %
Ancien avec travaux	35.1 %	56.6 %	6.3 %	1.9 %

4.6.3 Taux nominal et durée des prêts

3,1% des prêts principaux ont un taux nominal variable.

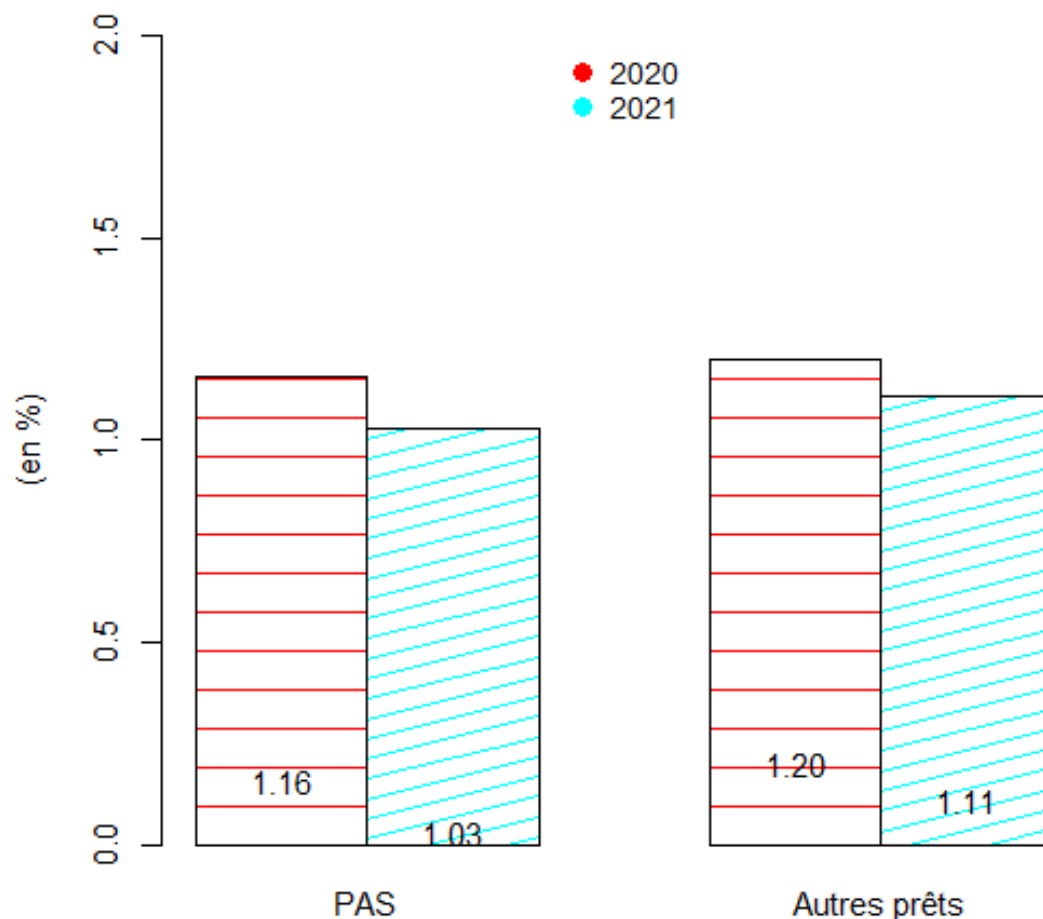
Le diagramme ci-dessous illustre la différence entre les taux nominaux moyens fixes et variables :

Figure 24 : Taux nominaux moyens (fixes et variables) par trimestre des PTZ émis en 2021 (France Métropolitaine)



Depuis 2011, les taux nominaux fixes des prêts principaux sont à la baisse, quel que soit le type du prêt. En moyenne en 2021, pour les prêts d'une durée de 20 ans, ils sont d'environ 1,03% pour les prêts PAS et 1,11% pour les autres prêts éligibles au marché hypothécaire.

Figure 25 : Taux nominal fixe moyen (des prêts à 20 ans) par type de prêt principal



La durée moyenne des prêts principaux associés aux PTZ reste stable entre 2019 et 2020, avec une durée égale à 22,8 ans. Elle passe ensuite à 22,9 en 2021.

Quel que soit le type de prêt, la durée est supérieure dans le neuf. Elle est égale à 22,5 ans (PAS) et 23,2 ans (autre prêt) dans le neuf, contre 21,5 ans (PAS) et 22,3 ans (prêt libre) dans l'ancien (Annexe 17).

4.6.4 Garanties

L'hypothèque reste une des garanties les plus courantes. La garantie accordée par un organisme de cautionnement reste majoritaire.

TABLEAU 19: Type de garantie du prêt principal par année d'émission 2020
2021 Effectifs

	2020		2021	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Hypothèque	23 795	35.9 %	26 623	36 %
Dont PAS	11 548	17.6 %	13 825	18.9 %
Cautionnement(Organisme)	35 131	53.3 %	38 886	52 %
Caution personnelle	176	0.3 %	142	0.2 %
Autre garantie	3 274	3.2 %	3 140	2.8 %
Pas de garantie	3 206	7.3 %	4 362	9.1 %
Ensemble	65 582	100 %	73 153	100.1 %

Figure 26 : Médianes de R (\approx RFR par u.c.) selon type de garantie, zone et nombre de personnes

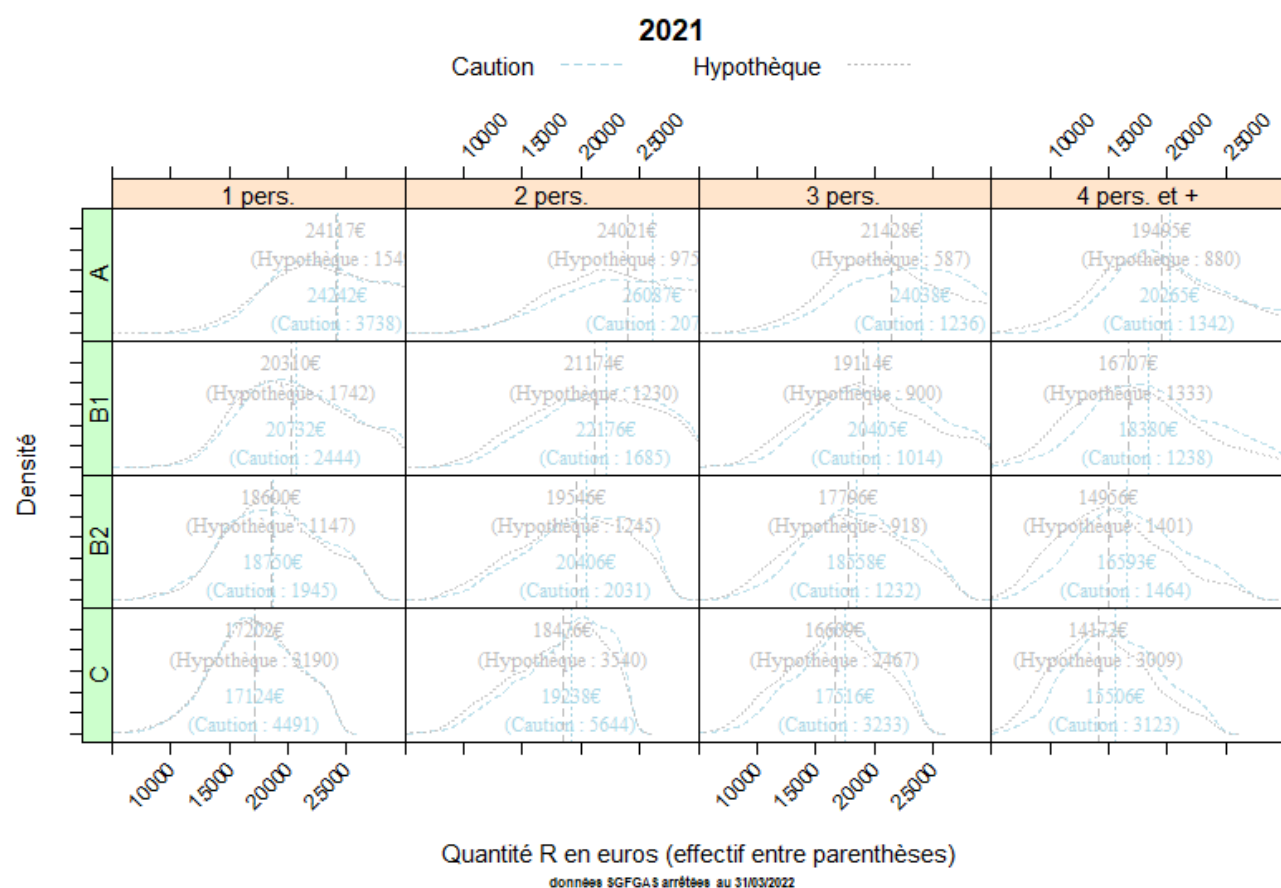
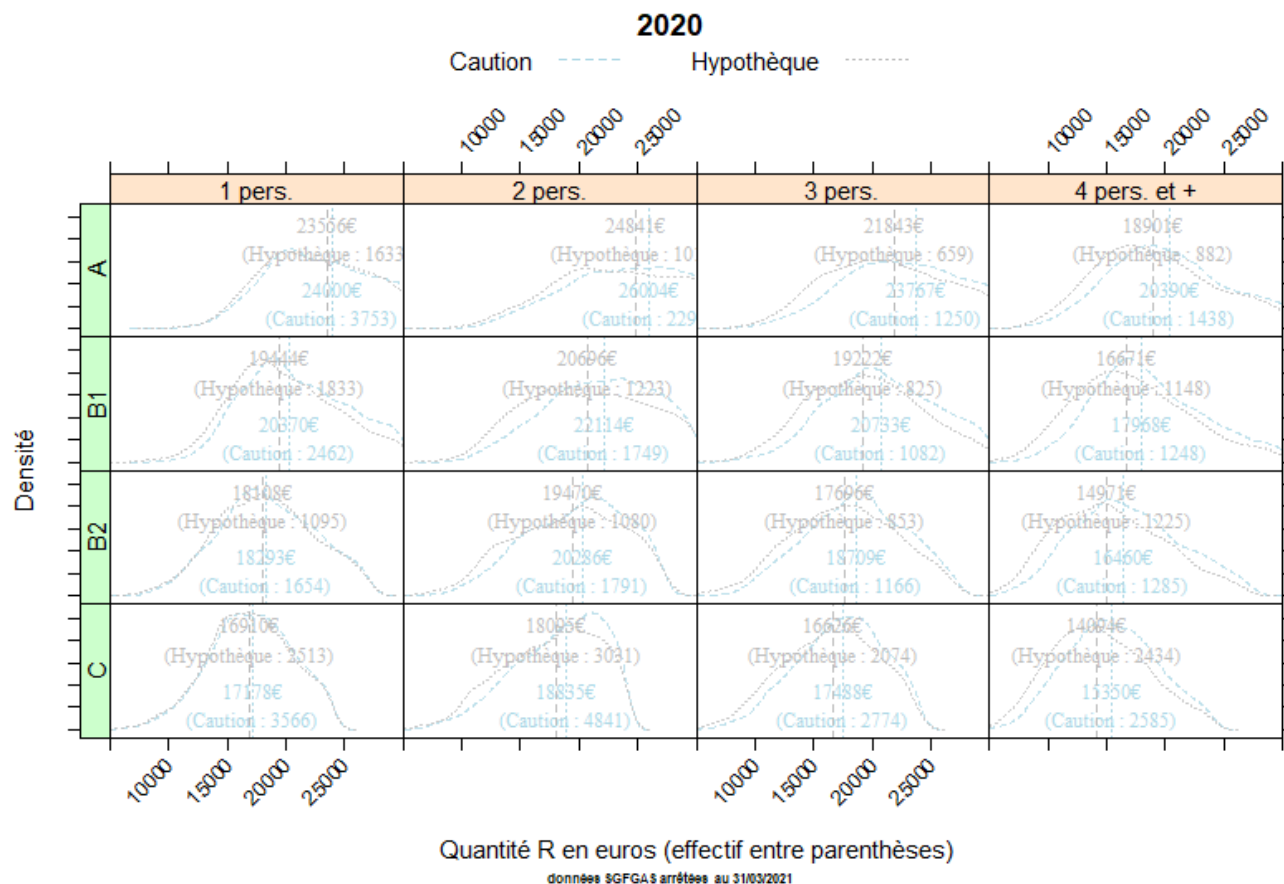


Figure 27 : Médianes de R (\approx RFR par u.c.) selon type de garantie, zone et nombre de personnes



Il apparaît sur ce graphique un phénomène d'exclusion de la caution des ménages modestes, d'autant plus prononcé que la taille du ménage augmente.

4.6.5 Plans de financement

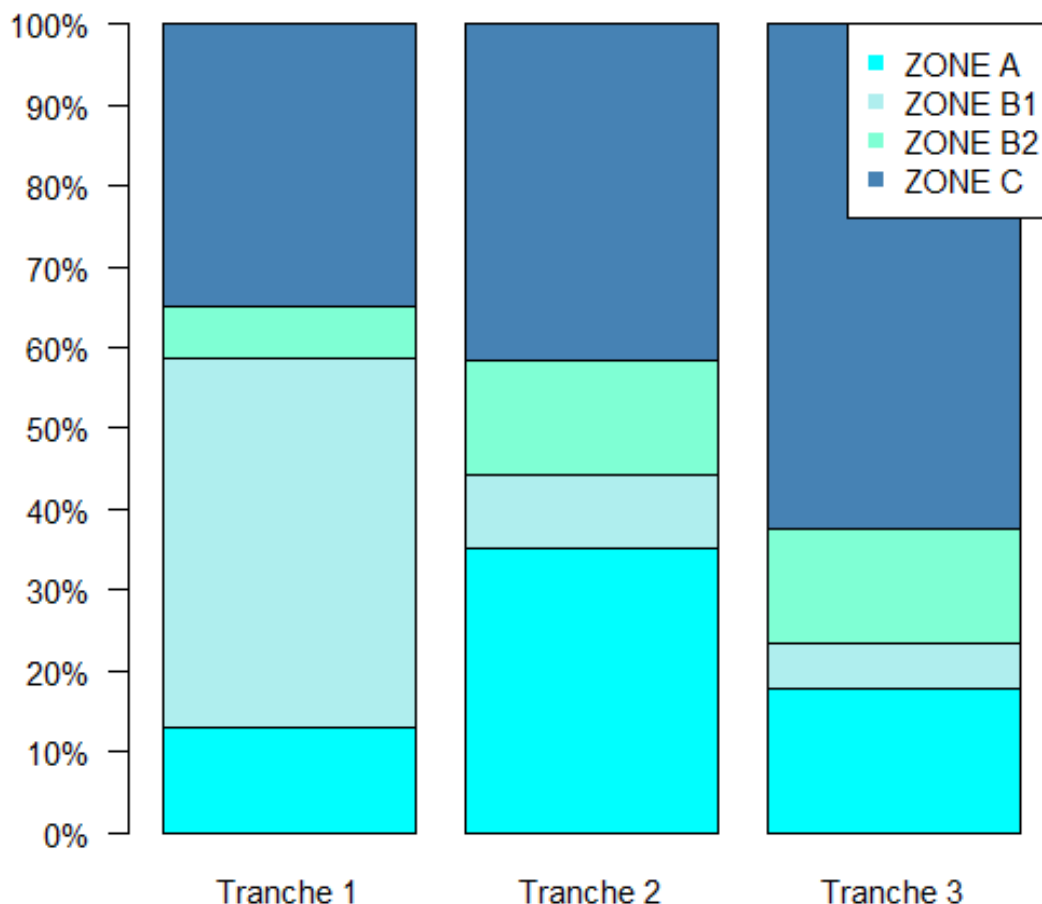
TABLEAU 20: Plans de financement accompagnant le PTZ en 2021

	Prêt.Principal...	PAS	PC	Prêt.Libre	PEL	Autre.prêt.social	Prêt.1%	Total
1	Seul	7 312	0	31 975	0	12	4	39 303
2	... + 1 ou plusieurs prêts libres (*)	0	0	21 906	0	368	183	22 457
3	... + 1 ou plusieurs prêts 1%	531	0	899	0	1	0	1 431
4	... + 1 ou plusieurs PAS	4 175	0	0	0	67	17	4 259
5	... + 1 ou plusieurs PEL	6	0	4	0	0	0	10
6	... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	835	0	2 590	0	5	0	3 430
7	... + 1 ou plusieurs PC	0	0	0	0	0	0	0
8	... + Autres combinaisons	83	0	654	0	79	22	838
9	Ensemble (1)	12 942	0	58 028	0	532	226	71 728

(1) Les 1425 PTZ non exploités correspondent à des erreurs de déclarations des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

En réincorporant les combinaisons PAS - « Prêt libre » il se confirme que les établissements de crédit recourent légèrement plus à la garantie du FGAS en 2021 ; la part des prêts accompagnés d'un PAS passant de 18,6% à 20,1%.

Figure 28 : Proportion de PTZ garanties hypothèques émis en 2021 par tranche du barème 2021 et zone



En 2021, 19,6% des opérations dans le neuf sont accompagnées par un PAS (contre 18,6% en 2020), 9,6% dans l'ancien avec travaux et 22,9% dans l'ancien HLM.

4.7 Répartition par régions

L'Île-de-France a produit 15,4% des PTZ émis en 2021 (17,1% en 2020) et la région Auvergne-Rhône-Alpes 12,9% (12,9% en 2020). Ces deux régions représentent 28,3% de l'ensemble des PTZ.

La hausse en nombre (+11,5%) des PTZ distribués en 2021 par rapport au millésime 2020 se répercute globalement dans toutes les régions (Annexes 20-1, 20-2 et 20-3). Le Centre-Val de Loire (+23,9%) et le Hauts-de-France (+22,3%) enregistrent les plus fortes augmentations.

Les régions qui enregistrent les plus faibles hausses sont la Provence-Alpes-Côte d'Azur (3,5%) et l'Île-de-France (+0,6%).

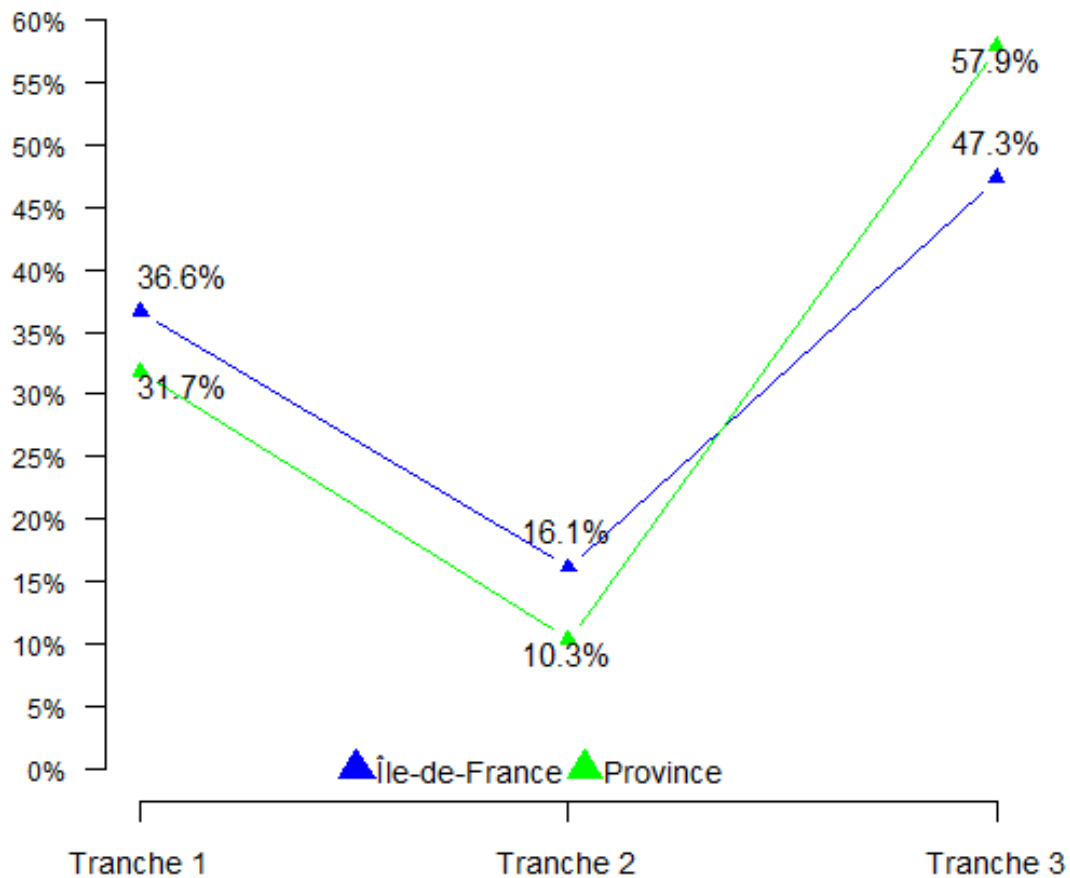
4.8 Comparaison des émissions Île-de-France / Province

Les Annexes 21 et 22 détaillent les caractéristiques des PTZ émis en Ile de France et en province.

La courbe de répartition des PTZ par tranche en l'Île-de-France se situe au-dessus de celle de la province pour les deux premières tranches, et en dessous pour la dernière.

Cela s'explique notamment par la construction du barème ; la répartition par tranche étant différente selon les zones géographiques.

Figure 29 : Structure de répartition des ménages selon les tranches du barème



La durée moyenne du PTZ en Île-de-France est plus longue de 5 mois par rapport à la province. Cette différence s'explique par un effet barème de revenu comme le montrent les graphiques suivants : (la tranche 3 correspond aux durées de PTZ les plus courtes, sur-représentées en zone B2C)

Figure 30 : Répartition des PTZ émis en 2021 en Province par zone et par tranche (effectifs)

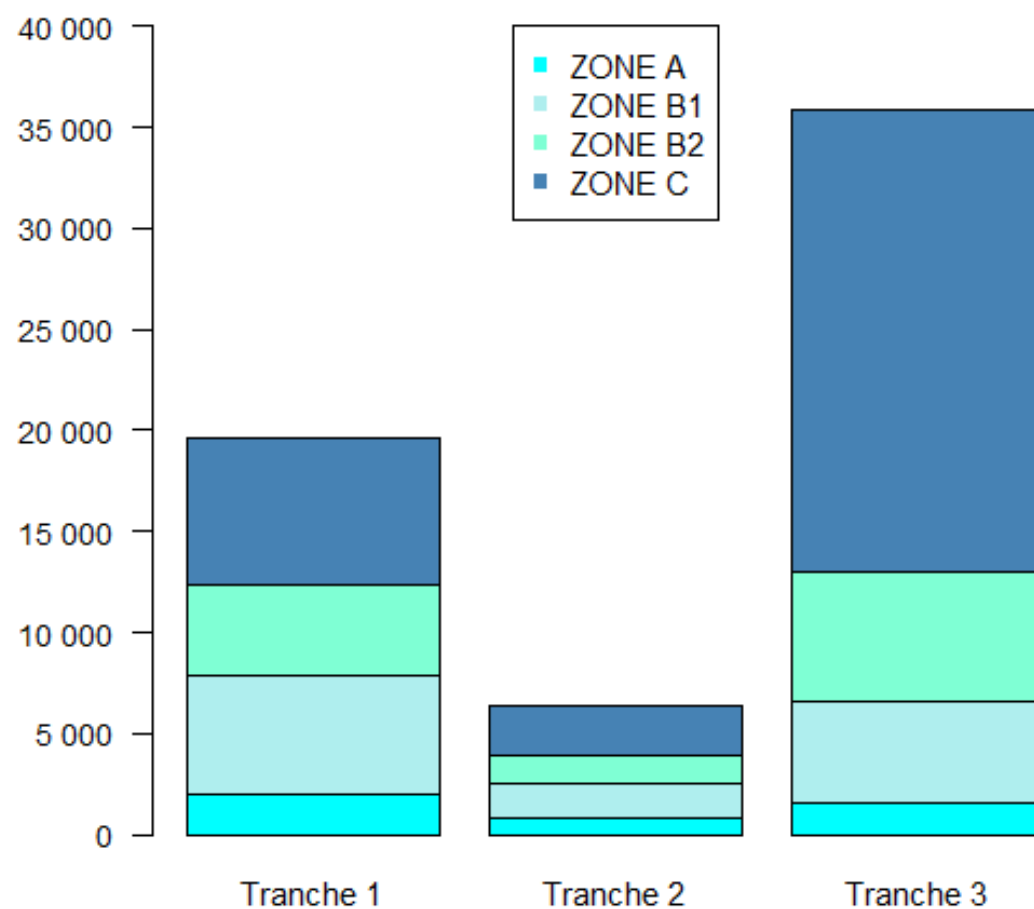
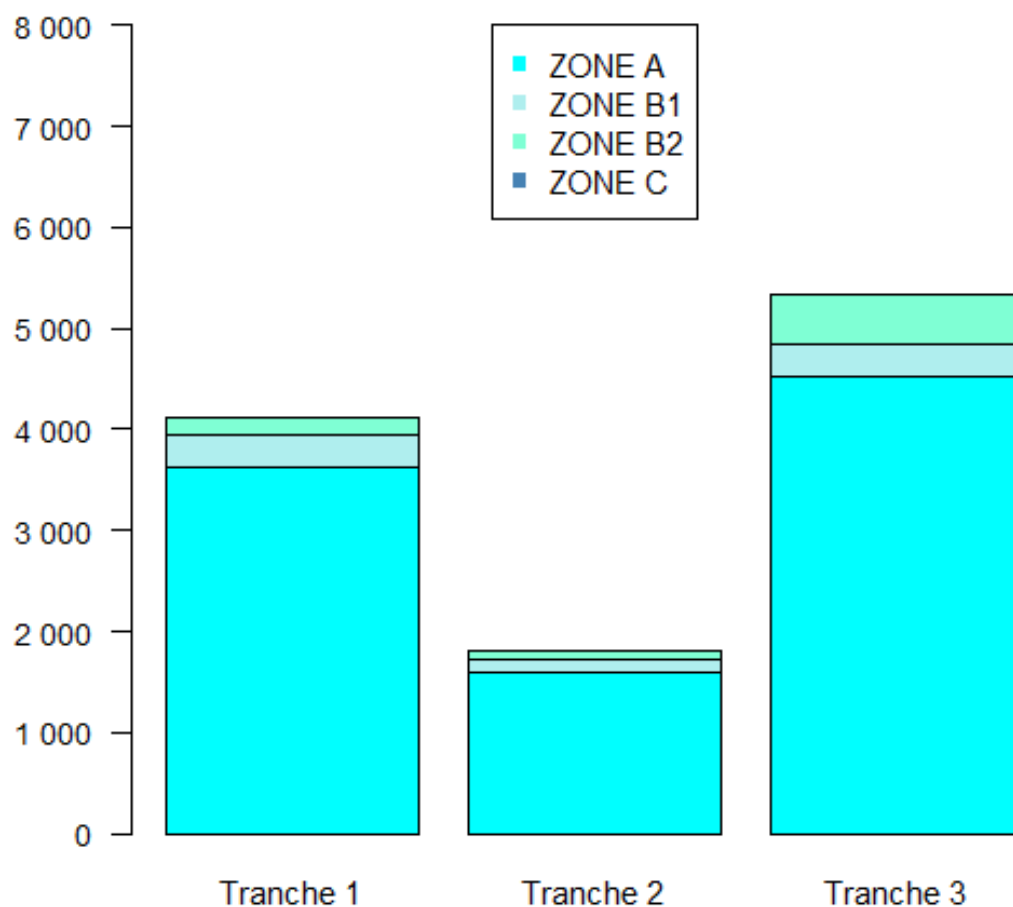


Figure 31 : Répartition des PTZ émis en 2021 en Île-de-France par zone et par tranche (effectifs)



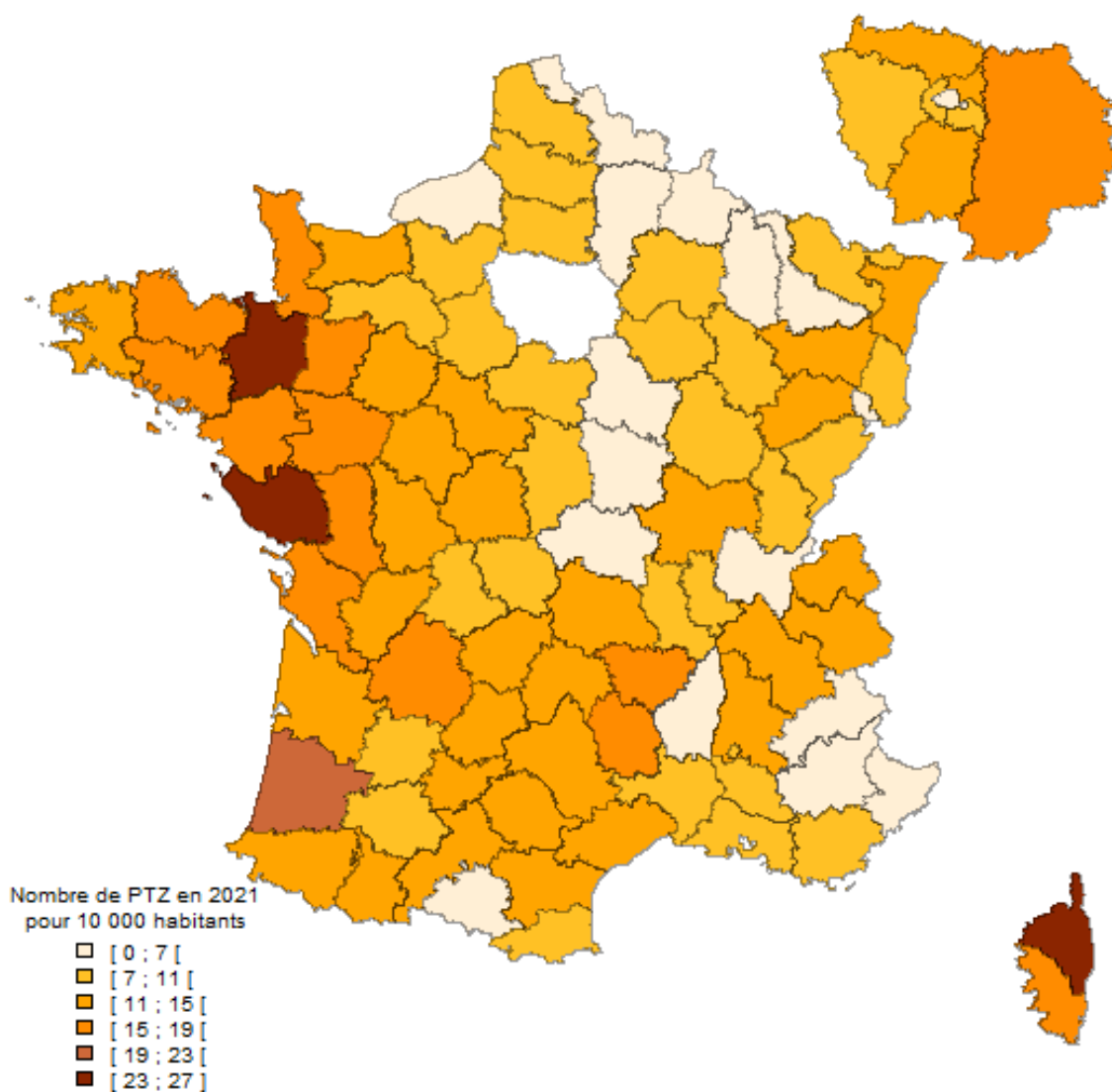
Sur les graphiques des Figures 27 et 28, on constate qu'en Île-de-France et en province, les effectifs sont massés principalement sur la troisième tranche du barème.

4.9 Autres Différenciations géographiques

L'ouest de la France se caractérise par une plus forte fréquence des PTZ (en nombre de prêts pour 10 000 habitants).

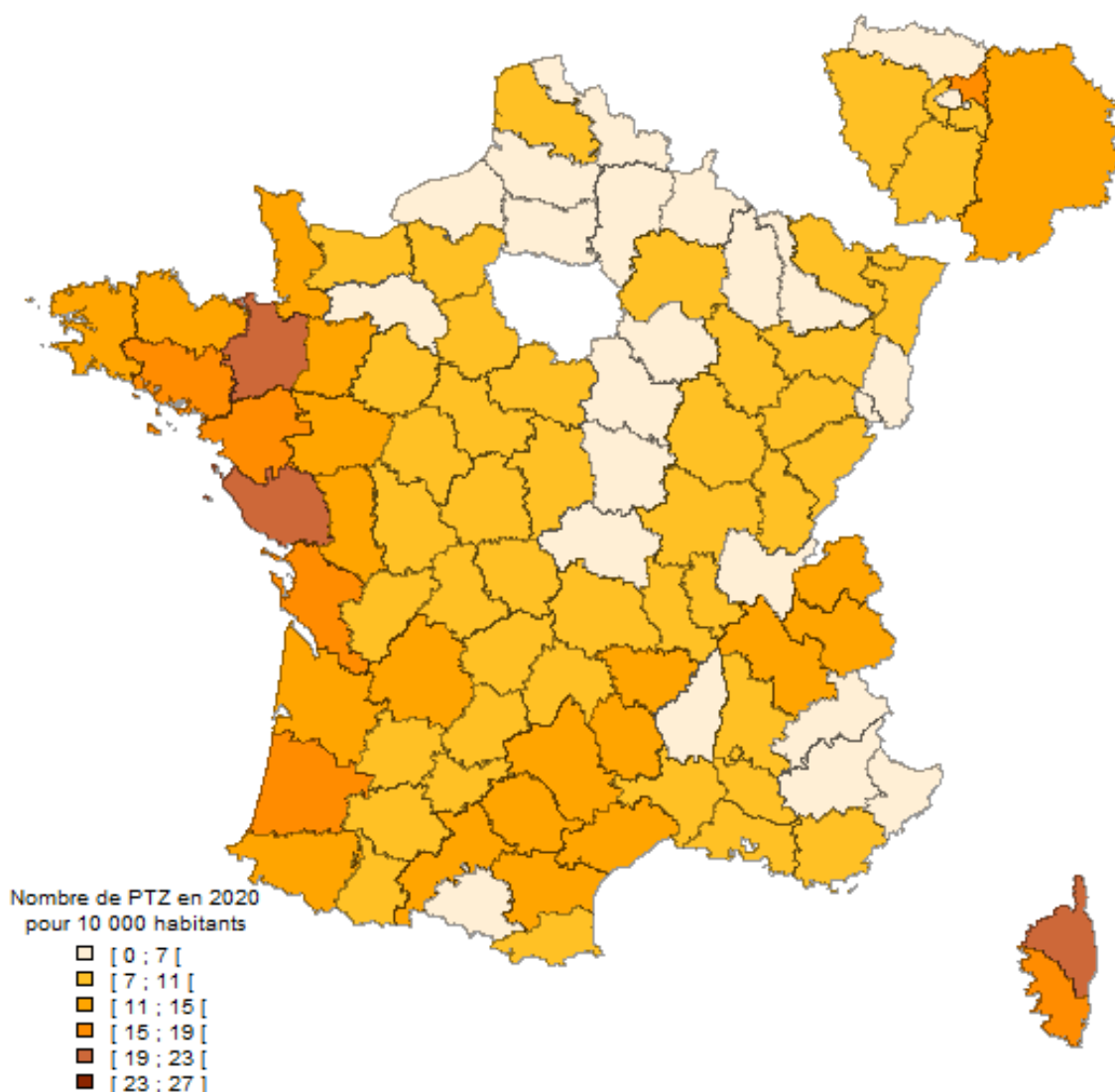
En 2021, la moyenne nationale est de 11,2 prêts pour 10 000 habitants¹⁰ contre 10,1 en 2020 ;

Figure 32 : Répartition des PTZ émis en 2021 par département



¹⁰ Source : INSEE, estimation de la population au 1er janvier 2022 pour le nombre d'habitants 2021

Figure 33 : Répartition des PTZ émis en 2020 par département



On trouvera en annexe une répartition plus détaillée confrontant le zonage A/B/C à la cartographie communale des PTZ distribués pour chacune des 13 régions.

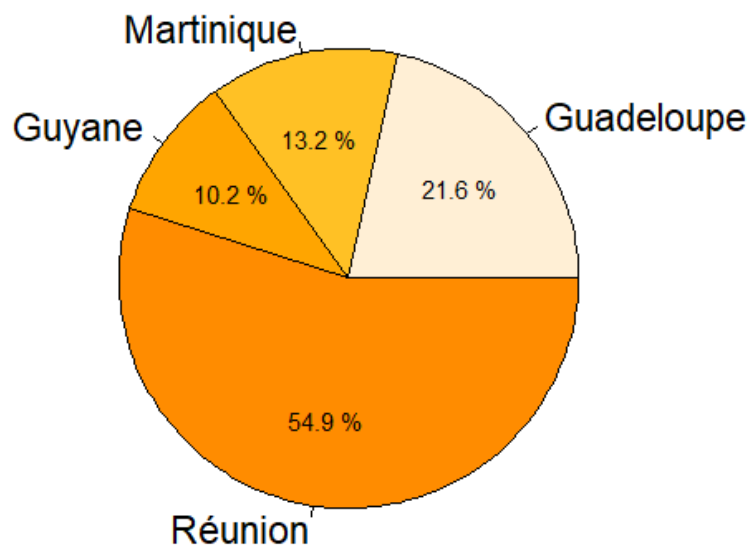
5 ÉMISSION DE PTZ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Pour mémoire, les DOM se situant en zone B1, les opérations « Anciens + Travaux » ne sont pas éligibles. Les seules opérations dans l'ancien ne concernent donc que les achats « HLM ».

1 392 PTZ ont été émis dans les DOM pour un montant de 105,9 M€.

On note pour Mayotte l'émission de son premier PTZ en 2021 (ouverture du dispositif à ce DOM en 2015).

Figure 34 : Répartition départementale des PTZ DOM en 2021



Les caractéristiques principales des PTZ émis dans les DOM sont reprises dans les annexes 24 25 et 26. Le diagramme suivant illustre une différence sensible entre Métropole et DOM quant à l'âge des bénéficiaires, liées en partie à des dynamiques démographiques spécifiques aux DOM.

Figure 35 : Répartition des bénéficiaires de PTZ en 2021 selon leur tranche d'âge

